



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 MAI 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 5th, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Acme Chesterfield Inc."

Avis est par les présentes donné qu'un vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1944, constituant en corporation: Abie Arick, marchand Isobel Shedlack, épouse séparée de biens dudit Abie Arick, Harry Dorfman, tapissier, et Eva Slepner, épouse séparée de bien dudit Harry Dorfman, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations qui consistent à fabriquer en bois, métal, plastique ou toute autre matière susceptible d'être employée, et négocier, acheter, vendre, distribuer, en gros ou en détail, du mobilier et agencement pour habitation, hôtels, restaurants, maisons de pension, églises, théâtres et toutes autres bâtisses, érections ou structures;

Acheter, vendre, manufacturer, et faire le commerce de tapis, carpettes, linoléums, nouveautés, miroirs, chaises et toutes sortes de meubles et commodités pour habitations, usines, bureaux, industries y compris des chaises ou

Letters Patent

"Acme Chesterfield Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1944, incorporating: Abie Arick, merchant, Isobel Shedlack, wife separate as to property of the said Abie Arick, Harry Dorfman, upholsterer, and Eva Slepner, wife separate as to property of the said Harry Dorfman, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing in wood, metal, plastic or any other material capable of being used, and to deal in, to buy, sell, distribute, wholesale or retail furniture, fixtures and fittings for dwelling houses, hotels, restaurants, boarding houses, churches, theaters and any other buildings, erections or structures;

To buy, sell, manufacture, and deal in carpets, rugs, oilcloths, novelties, mirrors, chairs of all kinds and all kinds of furniture and commodities for home, factory, office, industry including chairs or other furnishings for airplanes, ships, under

autres fournitures pour aréoplanes, bateaux, sous le nom de "Acme Chesterfield Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huit décembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
9196 P. FRENETTE.

"Allen Furs Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Henry Weinfield, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, et mademoiselle Sarah Miller, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des manteaux de fourrure pour hommes, femmes et enfants, et vêtements en fourrure de toute sorte et description, vêtements garnis de fourrure, garnitures de fourrure et chapeaux de fourrure, et produits bruts utilisés dans ou pour iceux, et généralement faire le commerce comme mandants et agents, en gros ou en détail;

Faire le commerce de fourreur et fabriquer tous articles en rapport avec icelui, sous le nom de "Allen Furs Inc.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de janvier 1945.

L'assistant-procureur général suppléant,
9197 P. FRENETTE.

"American Merchandise Distributors Co. Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1945, constituant en corporation: William Pepper, gérant, Moe Greenstone, expéditeur, et Ben Lechter, marchand, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métier et commerce en gros et en détail de bijoutiers et marchands de montres, horloges, diamants et pierres précieuses de toutes sortes; de même que le commerce d'orfèvres et d'argentiers et fabricants et marchands de tous articles en or, argent, cuivre, laiton, accessoires de jeux, jouets, plumes stylographes, et autre métal, et coutellerie, ustensiles en fer et en acier, instruments de technique électrique, d'optique et de précision, machines et matériaux de toutes sortes; et aussi le commerce de galvanoplastie dans toutes ses spécialités, de médailleurs, fabricants de sceaux, articles en verre et en cuir, sculpture sur bois et dessin de même que de tout travail y connexe; faire le commerce d'objets en ivoire, marbre, et autres articles de même nature, et de tout travail y connexe; organiser, maintenir et exploiter des magasins, postes de

the name of "Acme Chesterfield Inc.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1944.

P. FRENETTE.
9196-o Ass't Deputy Attorney General.

"Allen Furs Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1945, incorporating: Henry Weinfield, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, and (Miss) Sarah Miller, stenographer, both of the city of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export men's, women's and children's fur coats, and fur garments of every kind and description, wearing apparel trimmed with fur, fur trimmings and fur hats, and raw materials used therein or therefor, and to deal in same generally as principals or agents, wholesale or retail;

To carry on the fur trade and the manufacture of all articles in connection therewith, under the name of "Allen Furs Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1945.

P. FRENETTE.
9197-o Ass't Deputy Attorney General.

"American Merchandise Distributors Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1945, incorporating: William Pepper, manager, Moe Greenstone, shipper, and Ben Lechter, merchant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, trade and business as wholesale and retail jewellers and dealers in watches, clocks, diamonds and precious stones of all kinds; as well as the business of goldsmiths and silversmiths and manufacturers of and dealers in all articles of gold, silver, copper, brass, game sets, toys, fountain pens, and other metal, and in cutlery, iron and steelware, electrical engineering, optical, and scientific instruments, machines, and supplies, of all kinds; and also the business of electroplating in all its branches, die sinkers, seal makers, glass and leather goods, manufacturers, as well as work incidental thereto, of woodcarving and designing; to also deal in ivory, marble, and other goods of like nature, and in work incidental thereto; to organize, maintain and operate branch stores, trading posts, and fashion shows, in connection with and for the purpose of the business

négoce, expositions de modes, touchant le commerce et pour les fins de la compagnie, sous le nom de "American Merchandise Distributors Co. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9198 P. FRENETTE.

"Associated Investment Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Benjamin Shulman, avocat, Reva Morenstein, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Samuel Alexander Shulman, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et faire des placements dans toutes parts, obligations, débetures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraine ou d'autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et dans des bons, débetures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise dans laquelle la compagnie peut s'engager ou dans laquelle d'autres peuvent s'y joindre ainsi que dans toutes propriétés mobilières ou immobilières quelconques et placer de l'argent portant intérêt avec ou sans garantie, et changer, modifier ou réaliser tous ces placements et replacer de la manière susdite tous deniers qui peuvent être en aucun temps entre les mains de la compagnie, sous le nom de "Associated Investment Corporation", avec un capital total de \$99,900, divisé en 19,980 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9199 P. FRENETTE.

"Barney Adler and Sons Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Barney Adler, manufacturier, Peter Adler, sertisseur de diamant, et Mademoiselle Germaine Laganière, tenuse de livres, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce, en gros et en détail, comme bijoutiers et marchands de bagues, montres, horloges, diamants et pierres précieuses de toutes sortes, bijouterie pour vêtement, ainsi que le commerce de bijouterie et d'orfèvrerie et comme manufacturiers et marchands de tous articles en or, argent, platine, cuivre, bronze, chrome ou autres métaux, et de coutellerie, articles en fer et en acier, instruments électriques, d'optique et scientifiques, machines et accessoires de toutes sortes, aussi le commerce de galvanoplastie dans toutes ses spécialités, médailliers, fabricants de sceaux, articles en

of the company, under the name of "American Merchandise Distributors Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9198-o Ass't Deputy Attorney General.

"Associated Investment Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1944, incorporating: Benjamin Shulman, advocate, Reva Morenstein, stenographer, fille majeure, both of the City of Montreal, and Samuel Alexander Shulman, advocate, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation, whatsoever, whether public or private or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever and to invest money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to re-invest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company, under the name of "Associated Investment Corporation", with a total capital stock of \$99,900.00, divided into 19,980 shares of \$5.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9199-o A'sst Deputy Attorney General.

"Barney Adler and Sons Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1945, incorporating: Barney Adler, manufacturer, Peter Adler, diamond setter, and Miss Germaine Laganière, book-keeper, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and do business as wholesale and retail jewellers and dealers in rings, watches, clocks, diamonds and precious stones of all kinds, costume jewellery, as well as the business of goldsmiths and silversmiths and manufacturers of and dealers in all articles of gold, silver, platinum, copper, brass, chromium or other metal, and in cutlery, iron and steel wares, electrical, optical and scientific instruments, machines and supplies of all kinds, also the business of electroplating in all its branches, die sinkers, seal makers, glass crystal ware and leather goods, manufacturers as well as work incidental thereto of wood

cristal et marchandises en cuir, comme manufacturiers ainsi que le travail se rapportant au découpage et au dessin sur bois, aussi faire le commerce d'ivoire, marbre et d'autres articles de même nature et de travaux s'y rapportant de dessin, découpage et de sculpture en général, sous le nom de "Barney Adler and Sons Incorporated", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9200 P. FRENETTE.

"Century Realities Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Solomon Vineberg, notaire, Clarence Reuben Gross, avocat, et Harold Lande, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme bâtisseurs, entrepreneurs et constructeurs d'immeubles:

Agir comme agents mercantiles, d'assurances et d'immeubles, sujets au consentement préalable du Surintendant des assurances de la province de Québec;

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, négociants à forfait, marchands et détaillants de toutes sortes de bois de construction, briques, tuiles en général de toutes sortes de matériaux de construction et accessoires, sous le nom de "Century Realities Ltd.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9201 P. FRENETTE.

"Compagnie de Pétrole et Gaz Naturel du Saguenay Ltée"

(Libre de responsabilité personnelle)

"Saguenay Oil and Natural Gas

Company Ltd."

(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Ludovic Thomas Bilodeau, Joseph Norman Berger, tous deux courtiers, Rufus Edwin Cromwell, Roland Gérard Lefrançois, tous deux avocats, et Alice Jane Robinson, comptable, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à traiter le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques et sans limiter la généralité de ce qui précède mais y compris du gaz naturel combustible, huile minérale ou naphte, miner, percer, perforer, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière; donner une valeur marchande à ces minerais par

carving and designing, to also deal in ivory, marble and other goods of like nature and in work incidental thereto of designing, carving and general sculpture, under the name of "Barney Adler and Sons Incorporated", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9200-o Ass't Deputy Attorney General.

"Century Realities Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor to the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1945, incorporating: Salomon Vineberg, notary, Clarence Reuben Gross, advocate, and Harold Lande, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of builders, contractors and constructors of real estate;

To act as mercantile, insurance and real estate agents subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance to the Province of Quebec;

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers and retailers of all kinds of lumber, bricks, tiles and all kinds of building materials and supplies generally, under the name of "Century Realities Ltd.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The chief place of business of the company is in the City of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9201-o Ass't Deputy Attorney General.

"Compagnie de Pétrole et Gaz Naturel du Saguenay Ltée."

(Libre de responsabilité personnelle)

"Saguenay Oil and Natural Gas

Company Ltd."

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1945, incorporating: Ludovic Thomas Bilodeau, Joseph Norman Berger, both brokers, Rufus Edwin Cromwell, Roland Gérard Lefrançois, both advocates, and Alice Jane Robinson, accountant, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatever and without limiting the generality thereof but including combustible natural gas, mineral oil or naphta, be mined, drilled, bored, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under

quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Compagnie de pétrole et gaz naturel du Saguenay Ltée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Saguenay Oil And Natural Gas Company Ltd." (No Personal Liability) —, avec un capital total de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la dite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour les actions de son capital-actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9202

P. FRENETTE.

"Credit Arcade (Quebec) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Nathan Gelber, marchand, Sylvia Rabinovitch, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nathan Gelber et dûment autorisée par lui, tous deux des cité et district de Montréal, David Gelber, marchand, et Sadie Evin, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Gelber et dûment autorisée par lui, tous deux des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter ou autrement et prendre comme commerce et une entreprise en exploitation la firme Tracy's Limited, une compagnie constituée en corporation exerçant son commerce en la cité de Québec, avec aucune ou tous les biens et dettes de ladite compagnie, comprenant le permis de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, baux, permis et franchises et les payer soit en argent ou au moyen d'actions entièrement acquittées du capital-actions de cette compagnie ou autrement;

Exercer le commerce comme marchands et négociants, en gros et en détail de vêtements pour hommes, femmes et enfants, fourrures, chapeaux, robes, lingerie, marchandises sèches, marchandises à la verge, lainages, tissus, fournitures pour hommes et femmes, cravates, chemises, bottes, chaussures, sous-vêtements, articles tricotés, carpes, toile cirée, fournitures de maison, poêles, brûleurs à l'huile, radios, instruments de musique, gramophones, essoreuses, appareils électriques, pneus d'automobiles et accessoires, et de tous autres articles et marchandises se rapportant aux articles ci-haut mentionnés, sous le nom de "Credit Arcade (Quebec) Limited", avec un capital total de \$99,900, divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9203

P. FRENETTE.

"Gracia Brassière Ltée"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois janvier 1945, constituant en corporation: Marie Forget, fille majeure, manufacturière, des cité et district de Montréal,

the name of "Compagnie de Pétrole et Gaz Naturel du Saguenay Ltée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Saguenay Oil and Natural Gas Company Ltd." (No personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00 divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders of the said Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for the shares of its capital stock

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1945.

P. FRENETTE,

Ass't Deputy Attorney General.

9202

"Credit Arcade (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1945, incorporating: Nathan Gelber, merchant, Sylvia Rabinovitch, housewife, wife separate as to property of the said Nathan Gelber and duly authorized by him, both of the City and District of Montreal, David Gelber, merchant, and Sadie Evin, housewife, wife separate as to property of the said David Gelber and duly authorized herefor, both of the City and District of Quebec, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase or otherwise take over as a going concern the business and undertakings of Tracy's Limited, an incorporated Company carrying on business at the City of Quebec, with all or any of the assets and liabilities of the said Company, including the Wartime Prices & Trade Board license, leases, permits and franchises and to pay for the same either in cash or by fully paid-up shares of the capital stock of this Company or otherwise;

To carry on business as merchants and traders, both wholesale and retail, in men's, ladies' and children's clothing, furs, hats, dresses, lingerie, dry goods, goods by the yard, woollens, fabrics, men's and ladies' furnishings, ties, shirts, boots, shoes, underwear, knitted goods, carpets, oil cloth, household furnishings, stoves, oil burners, radios, musical instruments, gramophones, washing machines, electrical appliances, automobile tires and accessories, and all other wares and merchandise in connection with the aforementioned items, under the name of "Credit Arcade (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$99,900.00, divided into 990 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1945.

P. FRENETTE,

Ass't Deputy Attorney General.

9203

"Gracia Brassière Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1945, incorporating: Marie Forget, spinster, manufacturer, of the City and District of Montreal, Sonya Gertin, bookkeeper, and

Sonya Gertin, teneuse de livres, et Rola Heller, commis, toutes deux filles majeures, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement en disposer ou faire le commerce ou négoce de parfums, cosmétiques, articles de toilette, nouveautés, préparations de toilette, corsets, brassières et marchandises à la verge; produits chimiques, naturels, synthétiques ou imitations et produits chimiques bruts, composés, mélanges et préparations semblables; huiles, produits naturels extraits ou dérivés des minéraux, plantes, végétaux ou animaux; produits aromatiques, couleurs, teintures, dissolvants, essences, produits d'essences et ingrédients, sous le nom de "Gracia Brassière Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trois janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9204 P. FRENETTE.

"H. Mallouk & Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Habib Mallouk, Alfred Mallouk, tous deux marchands, et Samuel Moskovitch, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme trafiquants, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands de gros de toutes sortes de matières textiles et produits des textiles, toile, dentelle, laine, cotonnades, soieries, sous le nom de "H. Mallouk & Co. Ltd.", avec un capital total de \$99,000 divisé en 990 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé au numéro 1253, avenue Collège McGill, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9205 P. FRENETTE.

"Jay Glex Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1945, constituant en corporation: Harry Charles Mendelson, marchand, Benjamin L. Louis et Edward S. Berger, tous deux avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme bijoutiers, argentiers et orfèvres et manufacturiers et marchands de bracelets, montres, boîtiers, bijoux de costumes, bijouterie, argenterie, articles de fantaisie, horloges, pierres précieuses, métaux précieux et semi-précieux, porcelaine, verroterie, bric-à-brac et objets d'art, étampage et usinage d'articles en cuir, tant en gros qu'en détail et importer, exporter ou autrement faire le commerce d'iceux et acheter, vendre et faire le commerce de toute machinerie, tous outils, matrices, et appareils

Rola Heller, clerk, both spinsters, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, process, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal in or with perfumes, cosmetics, toiletries, novelties, beauty supplies, corsets, brassieres and merchandise by the yard; natural, synthetic or imitation chemicals and chemical raw materials, compounds, mixtures and similar preparations; oils; natural mineral, plant, vegetable or animal products extractives and derivatives; aromatic materials, colors, dyes, solvents, flavors and flavoring materials and ingredients, under the name of "Gracia Brassière Ltée", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9204-o Assistant Deputy Attorney General.

"H. Mallouk & Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1945, incorporating: Habib Mallouk, Alfred Mallouk, both merchants, and Samuel Moskovitch, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as jobbers, importers, exporters, manufacturers, wholesalers of all kinds of textiles and textile products, linens, laces, wool, cotton fabrics, silks, under the name of "H. Mallouk & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$99,000.00, divided into 990 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company is situate at 1253 McGill College Avenue, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9205-o Assistant Deputy Attorney General.

"Jay Flex Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1945, incorporating: Harry Charles Mendelson, merchant, Benjamin L. Louis and Edward S. Berger, both advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers and gold and silver smiths and manufacturers of and dealers in bracelets, watches, watch cases, costume jewellery, jewellery, silverware, fancy goods, clocks, precious stones, precious and semi-precious metals, china, glassware, bric-a-brac and objects of art, the stamping and tooling of leather goods, both wholesale and retail and to import, export and otherwise deal in the same and to buy, sell, and deal in all machinery, tools, dies, and apparatus used in connection with the

employés relativement au travail ou à la fabrication des articles susdits et manufacturer, vendre, louer sur base de royauté, et faire le commerce d'objets, articles, et marchandises qui peuvent être avantageusement négociés relativement à ces produits, sous le nom de "Jay Flex Limited", avec un capital total de \$49,800, divisé en 498 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général le huit janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9206 P. FRENETTE.

"Le Garage Témiscouata Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Ernest Pelletier, Georges-Ephrem Pelletier, industriels, et Fernand Sirois, comptable public, tous domiciliés à Cabano, district de Kamouraska, province de Québec, dans les buts suivants:

To act as truckmen, garage-keepers and iron-ware dealers;

To deal in automobiles and accessories, under the name of "Le Garage Témiscouata Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cabano, county of Témiscouata, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9207 Assistant Deputy Attorney General.

"Masonry Construction Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Alexandre Chevalier, C.R., Dominique di Francesco, tous deux avocats, et Simone Brodeur, sténographe, célibataire, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes, exercer tous et chacun des commerces d'entrepreneurs pour la construction, l'érection, démolition, réparation, modification, maintien ou opération de travaux publics ou privés de toutes natures et genres quelconques ainsi que le commerce de fournisseurs de matériaux de construction, sous le nom de "Masonry Construction Co.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9208-o P. FRENETTE.

"Pyramid Metals Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de janvier

working or manufacture of the articles aforesaid and to manufacture, sell, lease on a royalty basis, and deal in goods, wares, and merchandise which may be advantageously dealt with in connection with such goods, under the name of "Jay Flex Limited", with a total capital stock of \$49,800.00 divided into 498 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9206-o Assistant Deputy Attorney General.

"Le Garage Témiscouata Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Ernest Pelletier, Georges-Ephrem Pelletier, manufacturers, and Fernand Sirois, public accountant, all domiciled at Cabano, district of Kamouraska, Province of Quebec, for the following purposes:

Agir comme camionneurs, garagistes et marchands de ferronnerie;

Faire le commerce des automobiles et accessoires, sous le nom de "Le Garage Témiscouata Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, comté de Témiscouata, district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9207-o P. FRENETTE.

"Masonry Construction Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1945, incorporating: Alexandre Chevalier, K.C., Dominique di Francesco, both advocates, and Simone Brodeur, stenographer, spinster, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the building trade in all its lines, to carry on all and any of the businesses of contractors for the building, erecting, demolishing, repairing, improving, maintaining or operating of public or private works of all descriptions and kinds whatsoever, as well as the business of supplier of building requisites, under the name of "Masonry Construction Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montréal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9208 Assistant Deputy Attorney General.

"Pyramid Metals Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1945, incorporating: Isidore Reuben

1945, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus and Abraham Feiner, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, forger, assembler, construire, acheter ou vendre, importer ou exporter ou autrement faire le commerce, en gros et en détail, d'aucune ou toutes sortes de travaux en métal pour l'ornementation et la construction, et sans limiter la généralité des précédents, il sera compris les escaliers de sauvetage, marquises, balcons, travaux de charpente et d'ornementation de toutes sortes et les accessoires, sous le nom de "Pyramid Metals Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9209 P. FRENETTE.

"Royce Shoe Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1945, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers et marchands de bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants et articles en cuir de toutes sortes et toutes marchandises y connexes et cuir et autres matériaux, et manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous ces articles, effets et marchandises et tous articles, effets et marchandises qui peuvent être avantageusement manufacturés, vendus et négociés conjointement avec ceux, sous le nom de "Royce Shoe Co. Ltd.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9210 P. FRENETTE.

"Sadler Bros. Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Abraham Sadler et William Sadler, tous deux marchands, et Anne Adelman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abraham Sadler, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le négoce comme manufacturiers, importateurs, marchands en gros et en détail, commerçants et trafiquants de soieries, satin, cotonnades, lainages, chanvre, drap, textiles, garnitures, doublures, tissus et marchandises sèches de toute sorte et description utilisés dans la fabrication de vêtements pour hommes et femmes, ainsi que la fabrication de tous articles, effets, produits et commodités compris en tout ou en partie en ceux, et tous autres articles, commodités et matériaux nécessairement ou incidemment en rapport avec les précé-

Prazoff, Albert Marcus and Abraham Feiner, all three advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, forge, assemble, construct, buy or sell, import or export or otherwise deal wholesale and retail in any or all kinds of ornamental and structural metal work and without restricting the generality of the foregoing shall include fire escapes, marquises, balconies, structural and ornamental works of all kinds and accessories, under the name of "Pyramid Metals Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

* The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
2909-o Ass't Deputy Attorney General.

"Royce Shoe Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds and all things incidental thereto of leather and other materials and to manufacture, purchase, sell and otherwise deal in all such goods, wares and merchandise and all goods, wares and merchandise which can advantageously be manufactured, sold and dealt in conjunction therewith, under the name of "Royce Shoe Co. Ltd.", with a total capital stock of \$49,000.00 divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9210-o Ass't Deputy Attorney General.

"Sadler Bros. Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1945, incorporating: Abraham Sadler and William Sadler, both merchants, and Anne Adelman, housewife, wife separate as to property of the said Abraham Sadler, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in silks, satins, cottons, woollens, yarns, cloths, textiles, trimmings, linings, fabrics and dry goods of every kind and description used in men's and women's apparel, as well as in all manufactured articles, materials, products and commodities comprised in whole or in part thereof, and all other articles, commodities and materials necessary or incidental in connection with the foregoing, under the name of "Sadler Bros. Incorporated", with a total capital

dents, sous le nom de "Sadler Bros. Incorporated", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1460, rue Clark, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9211 P. FRENETTE.

stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company to be at 1460 Clark Street, City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9211-o Ass't Deputy Attorney General.

"Taxis Laurier Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de janvier 1945, constituant en corporation: J.-Alfred Gaudet, André Vigeant, tous deux avocats, et Carmel Lefebvre, fille majeure, sténographe, tous de Nicolet, district de Nicolet, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation d'omnibus, autobus, taxicabs, autocars, auto-camions, auto-neige, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport publics ou privés, faire circuler des omnibus-moteurs de toutes sortes et des autos-camions, et faire la location d'automobile avec ou sans chauffeur (drive yourself) aux endroits et aux heures et soit sur des routes régulières ou pour des voyages spéciaux que la compagnie croira convenables et acquérir de tout gouvernement, municipalité ou corporation, toute franchise ou droit d'exploiter des omnibus, autobus ou véhicules-moteurs qui peuvent être ou sont exploités pour transporter des passagers ou marchandises moyennant rémunération;

Manufacturer, assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer, affermer, et autrement faire le commerce et le trafic de véhicules-moteurs, camions, tracteurs, autocars, autobus, omnibus, autobus de promenades, auto-neige, automobiles, motocyclettes, bateaux-moteurs, aéroplanes, voitures, moyens de transport de toutes sortes, systèmes de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction ainsi que des moteurs, engins, machineries de toutes sortes et des accessoires et fournitures de moteurs électriques, et faire les opérations générales d'un atelier de machines, véhicules, automobiles, de moyens de transport de toutes sortes, roues, ressorts, essieux, lampes, accessoires d'automobiles, jantes et bois, et faire la réparation générale et le remisage de voitures, sous le nom de "Taxis Laurier Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, dans le district de Nicolet.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9212-o P. FRENETTE.

"Taxi Laurier Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1945, incorporating: J.-Alfred Gaudet, André Vigeant, both advocates, and Carmel Lefebvre, spinster, stenographer, all of Nicolet, district of Nicolet, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate omnibuses, autobuses, taxicabs, autocars, motor-trucks, "snow-goes", motor-vehicles or other means of transportation, whether public or private, to run motor-buses of every kind and motor-trucks, and carry on the renting of automobiles with or without a chauffeur (drive yourself) to such places and at such times and whether on regular routes or for special trips, as the company may deem suitable, and acquire from any government, municipality or corporation any franchise or right to operate omnibuses, autobuses or motor-vehicles capable of being, or which are operated for the transportation of passengers or merchandise, for remuneration;

To manufacture, assemble, import, export, purchase, sell, lease, rent, and otherwise deal and trade in motor-vehicles, trucks, tractors, autocars, autobuses, omnibuses, pleasure-buses, "snow-goes", automobiles, motorcycles, motor-boats, aeroplanes, vehicles, means of transportation of every kind, transportation systems of every kind, and all parts used in the construction thereof, and also motors, engines, machinery of every kind and electric motors' accessories and supplies, and to carry on a general machine-shop business for vehicles, automobiles, means of transportation of every kind, wheels, springs, axles, lamps, automobile accessories, rims and wood, and carry on generally the repairing and storage of vehicles, under the name of "Taxis Laurier Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Nicolet, in the district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9212 Assistant Deputy Attorney General.

"Torchin Dress Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Jacob Torchin, manufacturier, Leah Reikles, épouse séparée dudit Jacob Torchin, et dûment autorisée par lui, et Rosalind Torchin, épouse séparée de biens de Joe Stotland, et dûment autorisée par lui, tous

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Jacob Torchin, manufacturer, Leah Reikles, wife separate as to property of the said Jacob Torchin, and duly authorized by him, and Rosalind Torchin, wife separate as to property of Joe Stotland, and duly authorized by him, all of the City of Outremont,

de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter l'actif de la compagnie "Torchin Dress Co." comme une industrie en exploitation;

Manufacturer, faire commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des jaquettes, jupes, tuniques et blouses, pour dames et demoiselles, vêtements de sport, robes pour dames et enfants, costumes, manteaux, et fabriquer des vêtements de toute description que ce soit pour femmes, sous le nom de "Torchin Dress Co. Inc." avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9213 P. FRENETTE.

"Shermont Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Charles de LaBroquerie Mignault, conseil en loi du Roi, Roger Desaulniers, comptable, et Marie-Louise Choquette, sténographe, fille majeure, tous de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'agents manufacturiers, importateurs et exportateurs, vendeurs et commerçants en gros et détail, et manufacturiers des produits de la terre, de la mer et des forêts, de marchandises sèches et machineries de toutes sortes, des articles en caoutchouc, en cuir, en bois et en métal, et des produits et sous-produits à iceux, sous le nom de "Shermont Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,500.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9245-o P. FRENETTE.

"Peninsular Oil Corporation Limited"
(libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1945, constituant en corporation: Louis-D. Hudon, contrôleur, des cité et district de Québec, J.-Edouard Simard et Jean Simard, industriels, de St-Joseph-de-Sorel, district de Richelieu, et Marcel Piché, avocat, des cité et district de Montréal, tous de la Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais:

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques: donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Peninsular Oil Corporation Limited" (Libre de

District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the assets of the "Torchin Dress Co.", as a going concern;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Torchin Dress Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9213-o Ass't Deputy Attorney General.

"Shermont Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1945, incorporating: Charles de LaBroquerie Mignault, Knig's Counsel, Roger Desaulniers, accountant, and Marie-Louise Choquette, stenographer, spinster, all of Sherbrooke, district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers' agents, importers and exporters, vendors and wholesale and retail dealers in and manufacturers of products of the land, the sea and the forest, drygoods and machinery of all kinds, articles in rubber, leather, wood and metal, and the products and by-products thereof, under the name of "Shermont Inc."

The capital stock of the company is divided into 500 shares without par value, and the amount with which the company will commence its business is \$2,500.

The head office of the company will be at Montreal district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9245 Assistant Deputy Attorney General

"Peninsular Oil Corporation Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1945, incorporating: Louis-D. Hudon, comptroller, of the city and district of Québec, J.-Edouard Simard and Jean Simard, manufacturers, of St-Joseph de Sorel, district of Richelieu, and Marcel Piché, advocate of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

Propect and explore for mines and minerals:

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Peninsular Oil Corporation Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of

responsabilité personnelle), avec un capital total de \$2,000,000.00, divisé en 2,000,000 d'actions de \$1.00 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9251-o P. FRENETTE.

"Builder's Supply and Feeds Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1945, constituant en corporation: George Frederick Dixon, gérant, Leopold Cappiello, comptable, Daniel Anthony Murphy, assistant-gérant tous trois de la ville de Huntingdon, John Armstrong Dixon, gérant, de la ville de Hampstead, et Harold E. Gill, président, de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, prendre et payer les biens et l'actif de la compagnie Huntingdon Mills Limited, comprenant ses immeubles, emplacements de pouvoir, digues, usines génératrices, moulins à scie, moulins à farine et autres bâtisses, machinerie, outils, usines, outillage et accessoires et les payer un tel montant et à telles termes et conditions qui seront jugées convenables;

Exercer le commerce de marchands généraux et de négociants de rations alimentaires, bois de construction, accessoires pour constructeurs, produits de la ferme et laitiers et de toutes marchandises, articles et choses semblables ou connexes, et les travailler, manufacturer et les préparer pour le marché et manufacturer et faire le commerce de tous les sous-produits d'iceux et de marchandises, articles et choses de toutes sortes dans la fabrication, le travail ou la préparation desquels ces marchandises, articles et choses sont utilisés, sous le nom de "Builder's Supply and Feeds Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de quarante-neuf mille cinq cents dollars (\$49,500), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent dollars (\$100) chacune et en deux cent quatre-vingt-quinze (295) actions privilégiées d'une valeur nominale de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9252 P. FRENETTE.

"Paul Guimond Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept mars 1945, constituant en corporation: Paul Guimond, étalagiste-expert, Madeline Heaney Guimond, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit Paul Guimond et dûment autorisée par lui, et Arthur W. Houghton, agent de publicité, les deux premiers résidant en la cité de Montréal et le dernier résidant à Woodlands,

\$2,000,000., divided into 2,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1945.

P. FRENETTE.
9251 Assistant-Deputy Attorney General.

"Builder's Supply and Feeds Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1944, incorporating: George Frederick Dixon, manager, Leopold Cappiello, accountant, Daniel Anthony Murphy, assistant manager, all three of the Town of Huntingdon, John Armstrong Dixon, manager, of the Town of Hampstead and Harold E. Gill, president, of the City of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, take over and pay for the property and assets of Huntingdon Mills Limited including its real estate, power sites, dams, power houses, saw mills, grist mills and other building, machinery, tools, plant, equipment and accessories and to pay for the same in such amount and upon such terms and conditions as may be agreed upon;

To carry on the business of general merchants of and dealers in feed, lumber, builders supplies, farm and dairy products and in all similar or associated goods, articles and things and the same to process, manufacture and prepare for market and to manufacture and deal in all by-products thereof and in goods, articles and things of all kinds in the manufacture, processing or preparation of which such goods, articles and things are used, under the name of "Builder's Supply and Feeds Limited".

The amount of capital stock of the Company is Forty-Nine Thousand Five Hundred Dollars (\$49,500.00) divided into two hundred (200) common shares of a face value of One Hundred Dollars (\$100.00) each and two hundred and ninety-five (295) preferred shares of a face value of One Hundred Dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the Town of Huntingdon, in the District of Beauharnois, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9252-o Ass't Deputy Attorney General.

"Paul Guimond Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1945, incorporating: Paul Guimond, display specialist, Madeline Heaney Guimond, housewife, wife separate as to property of the said Paul Guimond, and duly authorized by him, and Arthur W. Houghton, advertising agent, the two former residing in the City of Montreal and the latter residing at Woodlands, all in the Province

tous de la Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et métier de production et d'érection de toutes sortes d'étalages, et plus spécialement d'étalages dans les vitrines, au comptoir, étalage permanent à l'intérieur et étalage spécial d'exposition, sous le nom de "Paul Guimond Limited", avec un capital total de \$24,000, divisé en 4,800 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le sept mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9246 P. FRENETTE.

of Quebec, for the following purposes:

To exercise and carry on the business and trade of production and of erection of all kinds of displays, and more particularly of window displays, counter displays, interior permanent displays and special exhibition displays, under the name of "Paul Guimond Limited", with a total capital stock of \$24,000.00, divided into 4,800 common shares of \$5.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9246-o Ass't Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Auto-Plane Co. Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux avril 1945, à la compagnie "Auto-Plane Co. Inc.", ratifiant le règlement numéro 25 de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$99,000, par la création de 790 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, le deux avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9214 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

"Auto-Plane Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Auto-Plane Co. Inc.", ratifying By-Law No. 25 of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$99,000.00, by the creation of 790 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9214-o Ass't Deputy Attorney General.

"Gaudiose Brousseau & Fils Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de mars 1945, à la compagnie "Gaudiose Brousseau & Fils Limitée", ratifiant le règlement de cette compagnie augmentant son capital de \$10,000.00 à \$25,000.00 par la création de 150 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9216-o P. FRENETTE.

"Gaudiose Brousseau & Fils Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-seventh day of March, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gaudiose Brousseau & Fils Limitée", ratifying the by-law of the said company increasing its capital stock from \$10,000 to \$25,000 by the creation of 150 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9216 Assistant Deputy Attorney General.

"Grand Slipper Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour d'avril 1945, à la compagnie "Grand Slipper Inc.", ratifiant un règlement de ladite compagnie A) étendant ses pouvoirs; B) augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$40,000 par la création de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9217 P. FRENETTE.

"Grand Slipper Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Grand Slipper Inc.", ratifying a by-law of the said company A) extending its powers; B) increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$40,000.00, by the creation of 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9217-o Ass't Deputy Attorney General.

"Dominion Transport Company, Limited" "Dominion Transport Company, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour d'avril 1945, à la compagnie "Dominion Transport Company, Limited", ratifiant le règlement spécial "G" de ladite compagnie diminuant son capital-actions payé de la somme de cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent douze dollars et demi (\$197,912.50) à la somme de cent quarante-sept mille sept cent trente-sept dollars et demi (\$147,737.50) en remboursant un montant de cinquante mille cent soixante-quinze dollars (\$50,175) du capital-actions payé de la compagnie, étant trois dollars (\$3) par action relativement aux actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9215 P. FRENETTE.

"J.-S. Giroux (Limitée)"
"J. S. Giroux Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatrième jour d'avril 1945, à la compagnie "J.-S. Giroux (Limitée)" — "J. S. Giroux Limited", ratifiant un règlement augmentant les pouvoirs de la dite compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9218-o P. FRENETTE.

"Prodexco International Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dixième jour d'avril 1945, changeant le nom de la compagnie "Associated Importers Inc.", constituée en compagnie par lettres patentes en date du 18 janvier 1944, en celui de: "Prodexco International Inc."

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9219 P. FRENETTE.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour supérieure, N° 11,377. Dame Annie Ouellet, coiffeuse, épouse commune en biens de Pamphile Boivin, barbier, des cité et district de Chicoutimi, demanderesse, vs Ledit Pamphile Boivin, barbier des cité et district de Chicoutimi, défendeur.

Dame Annie Ouellet, coiffeuse, épouse commune en biens de Pamphile Boivin, barbier, des cité et district de Chicoutimi, a formé le 19 avril 1945, contre son mari, une demande en séparation de biens.

Chicoutimi, 25 avril 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
9220-o ROLAND FRADETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the "Dominion Transport Company, Limited", ratifying Special By-Law "G" of the said Company reducing its paid-up share capital from the sum of One hundred and ninety-seven thousand nine hundred and twelve and one-half dollars (\$186,912.50) to the sum of One hundred and forty-seven thousand seven hundred and thirty-seven and one-half dollars (\$147,737.50) by paying off an amount of Fifty thousand one hundred and seventy-five dollars (\$50,175.00) of the paid-up share capital of the Company, being Three dollars (\$3.00) per share in respect of the issued and outstanding shares of the capital stock of the Company.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9215-o Ass't Deputy Attorney General.

"J.-S. Giroux (Limitée)"
"J. S. Giroux Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fourth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J.-S. Giroux (Limitée)" — "J. S. Giroux Limited", ratifying a by-law increasing the powers of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9218 Assistant Deputy Attorney General.

"Prodexco International Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Associated Importers Inc.", incorporated by letters patent dated January 18th, 1944, to that of: "Prodexco International Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9219-o Ass't Deputy Attorney General.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 11,377. Mrs. Annie Ouellet, hairdresser, wife common as to property of Pamphile Boivin, barber, of Chicoutimi, district of Chicoutimi, Plaintiff, vs The said Pamphile Boivin, barber, of the same place, Defendant.

Mrs. Annie Ouellet, hairdresser, wife common as to property of Pamphile Boivin, barber, of the city and district of Chicoutimi, has instituted in this case the 19th of April 1945 against her husband an action for separation as to property.

Chicoutimi, 25th of April 1945.

ROLAND FRADETTE,
9220-o Attorney for the Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF Numéro 1479 Québec, le 27 avril 1945.

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL. Number 1479 Quebec, April 27th, 1945.

CONCERNANT la prolongation, jusqu'au 1er août 1945, des règlements temporaires de la Commission du service civil de la province de Québec.

RESPECTING the prolongation, until August 1st, 1945, of the temporary by-laws of the Civil Service Commission of the Province of Quebec.

IL EST ORDONNE, sur la proposition de l'honorable Premier ministre: Que les règlements temporaires édictés par la Commission du service civil de la province de Québec, approuvés par le lieutenant gouverneur en conseil le 28 septembre 1944 par l'arrêté en conseil 3558, et déjà prolongés, soient de nouveau prolongés jusqu'au 1er août 1945.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the temporary by-laws enacted by the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 28th, 1944, by Order in Council number 3558, and already prolonged, be again prolonged to August 1st 1945.

A. MORRISSET.
9222-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORRISSET.
9222 Clerk of the Executive Council.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF Numéro 1542 Québec, le 27 avril 1945. Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL. Number 1542 Quebec, April 27, 1945 Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gauféré dans la province de Québec.

CONCERNING amendments to the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province of Quebec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gauféré de Québec a présenté au Ministère du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 561, du 11 mars 1942, et ses amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gauféré dans la province de Québec;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request for the purpose of amending the decree number 561, of March 11, 1942, and its amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, livraison du 10 mars 1945;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of March 10, 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête relatives aux taux de salaires et aux vacances payées ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 10 avril 1945;

WHEREAS the provisions of the said request, respecting the rates of wages and vacations with pay, have been approved by the Regional War Labour Board by a decision taken at its meeting of April 10, 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret numéro 561 soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree number 561 be amended in the following manner:

1.— Les paragraphes "a", "b", "c", "d" et "e" de l'article II sont remplacés par les suivants:

1. Subsections "a", "b", "c", "d" and "e" of section II are replaced by the following:

"a.—Salariés (sexe masculin):

"a.—Male employees:

	Salaires horaires Premier Après 6 mois semestre d'emploi	
Contremaître	\$0.47	\$0.57
Sous-contremaître	0.42	0.52
<i>Machine à gaufrer</i>		
Gaufreur	0.47	0.57
Assistant-gaufreur	0.42	0.52
Découpeur	0.37	0.47
Aide	0.37	0.42
Receveur	0.32	0.37
<i>Machine à imprimer</i>		
Mécanicien	0.42	0.52
Assistant-mécanicien	0.32	0.42
Receveur et fournisseur	0.32	0.37

	Minimum rates Rates per hour First 6 After 6 months months employment	
Foreman	\$0.47	\$0.57
Assistant foreman	0.42	0.52
<i>Corrugated Machine</i>		
Operator	0.47	0.57
Assistant operator	0.42	0.52
Slitting operator	0.37	0.47
Helper	0.37	0.42
Tailer	0.32	0.37
<i>Printing Machine</i>		
Operator	0.42	0.52
Assistant operator	0.32	0.42
Tailers and feeder	0.32	0.37

<i>Machine à rainer les boîtes</i>			<i>Box Slotting Machine</i>		
Raineur	0.37	0.47	Operator	0.37	0.47
Receveur et fournisseur	0.32	0.37	Tailer and feeder	0.32	0.37
<i>Machine à découper les boîtes et feuilles</i>			<i>Box and Sheet Slitting Machine</i>		
Découpeur	0.37	0.47	Operator	0.37	0.47
Receveur et fournisseur	0.32	0.37	Tailer and feeder	0.32	0.37
<i>Machine à découper les pans</i>			<i>Flap Cutting Machine</i>		
Découpeur	0.32	0.42	Operator	0.32	0.42
Receveur et fournisseur	0.32	0.37	Tailer and feeder	0.32	0.37
<i>Mar neuveuse-mitrailleuse de barres</i>			<i>Bar Scorer Machine</i>		
Mécanicien	0.32	0.42	Operator	0.32	0.42
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>			<i>Taping Machine</i>		
Mécanicien	0.32	0.42	Operator	0.32	0.42
Receveur	0.32	0.37	Tailer	0.32	0.37
<i>Machine à piquer</i>			<i>Stitching Machine</i>		
Piqueur	0.32	0.37	Operator	0.32	0.37
Receveur	0.32	0.37	Tailer	0.32	0.37
<i>Presse à découper</i>			<i>Die Press Machine</i>		
Découpeur	0.37	0.47	Operator	0.37	0.47
<i>Machine à rainer les divisions</i>			<i>Partition Slotting Machine</i>		
Raineur	0.32	0.42	Operator	0.32	0.42
Receveur et fournisseur	0.32	0.37	Tailer and feeder	0.32	0.37
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer (verticale)</i>			<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>		
Mécanicien	0.32	0.34	Operator	0.32	0.34
<i>Pliage des boîtes</i>			<i>Box Folding</i>		
Plieur	0.32	0.34	Folder	0.32	0.34
Préposé à la machine à attacher	0.30	0.40	Tieing machine operator	0.30	0.40
<i>Général — non classifié</i>			<i>General — non classified</i>		
Salarié	0.32	0.34	Employee	0.32	0.34
<i>Déchargement et manutention de carton et de rouleaux de papier</i>			<i>Roll and Board Unloading and Handling</i>		
Premier préposé à la manutention des rouleaux de papier	0.37	0.47	Head Roll Handler	0.37	0.47
Manutenteur de rouleaux de papier	0.32	0.42	Roll Handler	0.32	0.42
<i>Silice ou amidon</i>			<i>Silicate or Starch</i>		
Ouvrier qualifié	0.42	0.47	Operator	0.42	0.47
Aide	0.32	0.34	Helper	0.32	0.34
<i>Presse à rebuts</i>			<i>Baling</i>		
Presseur	0.32	0.42	Operator	0.32	0.42
Aide	0.32	0.37	Helper	0.32	0.37
<i>Enveloppement et ficelage</i>			<i>Bundling and Tying</i>		
Premier préposé au ficelage	0.32	0.42	Head tyer	0.32	0.42
Préposé au ficelage	0.32	0.37	Tyer	0.32	0.37
<i>Expédition</i>			<i>Shipping Department</i>		
Expéditeur	0.37	0.47	Shipper	0.37	0.47
Assistant-expéditeur	0.32	0.42	Assistant Shipper	0.32	0.42
Aide	0.32	0.34	Helper	0.32	0.34
Chauffeur de camion	0.37	0.42	Truck driver	0.37	0.42
<i>Entretien</i>			<i>Maintenance</i>		
Machiniste-expert mécanicien	0.57	0.67	Machinist — Master mechanic	0.57	0.67
Mécanicien général (millwright)	0.57	0.67	Millwright	0.57	0.67
Mécanicien (ass.-mach.)	0.37	0.47	Mechanic (Assistant machinist)	0.37	0.47
Gardien	0.32	0.34	Watchman	0.32	0.34
Concierge	0.32	0.37	Janitor	0.32	0.37
Laveur de camion	0.32	0.37	Truck washer	0.32	0.37
<i>Département des bouilloires</i>			<i>Boiler Room</i>		
Mécanicien de machine fixe de deuxième classe	0.68	0.68	Second class stationary Engine-man	0.68	0.68
Mécanicien de machine fixe de troisième classe	0.57	0.57	Third class stationary Engine-man	0.57	0.57
Mécanicien de machine fixe de quatrième classe	0.51½	0.51½	Fourth class stationary Engine-man	0.51½	0.51½
Chauffeur (stoker)	0.40½	0.40½	Fireman (stokers)	0.40½	0.40½
<i>Couteau rotatif</i>			<i>Flying knife</i>		
Coupeur	0.37	0.47	Cutter	0.37	0.47
<i>Scie à ruban</i>			<i>Band saw</i>		
Préposé à la scie à ruban	0.42	0.47	Operator	0.42	0.47

"b.— Salariées:

Taux minima

Salaires horaires
Premier Après 6 mois
semestre d'emploi

<i>Marqueuse mitrailleuse de barres</i>		
Mécanicienne	0.23	\$0.29
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>		
Mécanicienne	0.23	0.29

"b.— Female employee:

Minimum rates

Rates per hour
First 6 After 6
months months
employment

<i>Bar Scorer Machine</i>		
Operator	\$0.23	\$0.29
<i>Taping Machine</i>		
Operator	0.23	0.29

Receveuse	0.23	0.20	Tailer	0.23	0.29
<i>Machine à piquer</i>			<i>Stitching Machine</i>		
Piqueuse	0.23	0.29	Operator	0.23	0.29
<i>Machine à rainer les divisions</i>			<i>Partition Slotting Machine</i>		
Raineuse	0.23	0.36	Operator	0.23	0.36
Receveuse et fournisseuse	0.23	0.29	Tailer and feeder	0.23	0.29
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer (verticale)</i>			<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>		
Mécanicienne	0.23	0.36	Operator	0.23	0.36
Receveuse et fournisseuse	0.23	0.29	Tailer and feeder	0.23	0.29
<i>Assemblage de divisions</i>			<i>Partition Assembly</i>		
Assembleuse	0.23	0.29	Assembler	0.23	0.29
<i>Pliage des boîtes</i>			<i>Box Folding</i>		
Plieuse	0.23	0.29	Folder	0.23	0.29
<i>Général — non classifié</i>			<i>General — non classified</i>		
Salariée	0.23	0.23	Employee	0.23	0.23
<i>Couteau rotatif</i>			<i>Flying knife</i>		
Coupeuse	0.23	0.29"	Cutter	0.23	0.29"

"c.— *Salariés (sexe masculin)*:— Nonobstant la cédule précédente de salaires, apparaissant au paragraphe "a" du présent article, le salaire minimum moyen des salariés (sexe masculin) ne doit pas être inférieur à \$0.42 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

"c.— *Male employee* — Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "a" of this section, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$0.42 per hour; for the purpose of calculating this average, the wages higher than the minimum rate shall be considered only up to that point indicated in the following maximum rate schedule:

<i>Salariés (sexe masculin):</i>	<i>Taux horaires maxima</i>	<i>Male employees: Maximum rates</i>	<i>Rates per hour</i>
Contremaître	\$0.72	Foreman	\$0.72
Sous-contremaître	0.67	Assistant foreman	0.67
<i>Machine à gaufrer</i>		<i>Corrugated Machine</i>	
Gaufreur	0.72	Operator	0.72
Assistant-gaufreur	0.62	Assistant operators	0.62
Découpeur	0.62	Slitting operator	0.62
Aide	0.57	Helper	0.57
Receveur	0.47	Tailer	0.47
<i>Machine à imprimer</i>		<i>Printing Machine</i>	
Mécanicien	0.67	Operator	0.67
Assistant-mécanicien	0.57	Assistant operator	0.57
Receveur et fournisseur	0.47	Tailer and feeder	0.47
<i>Machine à rainer les boîtes</i>		<i>Box Slotting Machine</i>	
Raineur	0.62	Operator	0.62
Receveur et fournisseur	0.47	Tailer and feeder	0.47
<i>Machines à découper les boîtes et feuilles</i>		<i>Box and Sheet Slitting Machine</i>	
Découpeur	0.62	Operator	0.62
Receveur et fournisseur	0.47	Tailer and feeder	0.47
<i>Machine à découper les pans</i>		<i>Flap Cutting Machine</i>	
Découpeur	0.57	Operator	0.57
Receveur et fournisseur	0.47	Tailer and feeder	0.47
<i>Marqueuse mitrailleuse de barre</i>		<i>Bar Scorer Machine</i>	
Mécanicien	0.57	Operator	0.57
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>		<i>Taping Machine</i>	
Mécanicien	0.52	Operator	0.52
Receveur	0.47	Tailer	0.47
<i>Machine à piquer</i>		<i>Stitching Machine</i>	
Piqueur	0.47	Operator	0.47
Receveur	0.47	Tailer	0.47
<i>Presse à découper</i>		<i>Die Press Machine</i>	
Découpeur	0.62	Operator	0.62
<i>Machine à rainer les divisions</i>		<i>Partition Slotting Machine</i>	
Raineur	0.52	Operator	0.52
Receveur et fournisseur	0.47	Tailer and feeder	0.47
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer (verticale)</i>		<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>	
Mécanicien	0.44	Operator	0.44
<i>Pliage des boîtes</i>		<i>Box folding</i>	
Plieur	0.44	Folder	0.44
Préposé à la machine à attacher	0.50	Tying machine operator	0.50
<i>Général — non classifié</i>		<i>General — non classified</i>	
Salarié	0.44	Employee	0.44
<i>Déchargement et manutention de carton et de rouleaux de papier</i>		<i>Roll and Board Unloading and Handling</i>	
Premier préposé à la manutention des rouleaux de papier	\$0.62	Head roll handler	0.62
Manutenteur de rouleaux de papier	0.52	Roll handler	0.52

<i>Silice ou amidon</i>		<i>Silicate or Starch</i>	
Ouvrier qualifié	0.62	Operator	0.62
Aide	0.44	Helper	0.44
<i>Presse à rebuts</i>		<i>Baling</i>	
Presseur	0.52	Operator	0.52
Aide	0.47	Helper	0.47
<i>Enveloppement et ficelage</i>		<i>Bundling and Tying</i>	
Premier préposé au ficelage	0.52	Head tyer	0.52
Préposé au ficelage	0.47	Tyers	0.47
<i>Expédition</i>		<i>Shipping Department</i>	
Expéditeur	0.62	Shipper	0.62
Assistant-expéditeur	0.52	Assistant shipper	0.52
Aide	0.44	Helper	0.44
Chauffeur de camion	0.52	Truck driver	0.52
<i>Entretien</i>		<i>Maintenance</i>	
Machiniste — expert mécanicien	0.87	Mechanic — Master mechanic	0.87
Mécanicien général (millwright)	0.87	Millwright	0.87
Mécanicien (assistant-machiniste)	0.62	Mechanic (Assistant machinist)	0.62
Gardien	0.44	Watchman	0.44
Concierge	0.47	Janitor	0.47
Laveur de camion	0.47	Truck washer	0.47
<i>Département des bouilloires</i>		<i>Boiler Room</i>	
Mécanicien de machine fixe de deuxième classe	0.88	Second class stationary Engineman	0.88
Mécanicien de machine fixe de troisième classe	0.77	Third class stationary Engineman	0.77
Mécanicien de machine fixe de quatrième classe	0.72	Fourth class stationary Engineman	0.72
Chauffeur (stoker)	0.57	Fireman (stokers)	0.57
<i>Couteau rotatif</i>		<i>Flying knife</i>	
Coupeur	0.62	Cutter	0.62
<i>Scie à ruban</i>		<i>Band saw</i>	
Préposé à la scie à ruban	0.62	Operator	0.62

"d.— *Salariées*.— Nonobstant la cédule précédente de salaires apparaissant au paragraphe "b" du présent article, le salaire minimum moyen des salariées du sexe féminin ne doit pas être inférieur à \$0.29 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

<i>Salariées:</i>	<i>Taux horaires maxima</i>
<i>Marqueuse mitrailleuse de barres</i>	
Mécanicienne	0.34
<i>Machine à appliquer la toile gommée</i>	
Mécanicienne	0.34
Receveuse	0.34
<i>Machine à piquer</i>	
Piqueuse	0.34
<i>Machine à rainer les divisions</i>	
Raineuse	0.41
Receveuse et fournisseuse	0.34
<i>Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer (verticale)</i>	
Mécanicienne	0.41
Receveuse et fournisseuse	0.34
<i>Assemblage de divisions</i>	
Assembleuse	0.34
<i>Pliage des boîtes</i>	
Plieuse	0.34
<i>Général — non classifié</i>	
Salariée	0.28
<i>Couteau rotatif</i>	
Coupeuse	0.34

"e.— Nonobstant les cédules précédentes de salaires, apparaissant aux paragraphes "a" et "b" du présent article, le salaire minimum moyen pour les salariés des deux sexes ne doit pas être inférieur à \$0.34 de l'heure; cette moyenne doit être calculée mensuellement et de la même façon que les moyennes respectives pour les salariés du sexe masculin et du sexe féminin."

2° L'article III est radié.

3° L'article IV'A suivant est ajouté:

"d.— *Female employees*: — Notwithstanding the preceding schedule of wages, subsection "b" of this section, the average minimum wages for female employees shall not be less than \$0.29 per hour; for the purpose of calculating this average the wages higher than the minimum rate shall be considered only up to that point indicated in the following maximum rate schedule:

<i>Female employees:</i>	<i>Maximum rates</i>	<i>Rates per hour</i>
<i>Bar Scorer Machine</i>		
Operator		\$0.34
<i>Taping Machine</i>		
Operator		0.34
Tailer		0.34
<i>Stitching Machine</i>		
Operator		0.34
<i>Partition Slotting Machine</i>		
Operator		0.41
Tailer and feeder		0.34
<i>Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter-up and down</i>		
Operator		0.41
Tailer and feeder		0.34
<i>Partition Assembly</i>		
Assembler		0.34
<i>Box Folding</i>		
Folder		0.34
<i>General — non classified</i>		
Employee		0.28
<i>Flying knife</i>		
Cutter		0.34

"c.— Notwithstanding the preceding schedule of wages, IIa and IIb, the average minimum wages for employees of both sexes shall not be less than \$0.34; this average shall be calculated monthly in accordance with the respective average for male and female employees."

2. Section III is deleted.

3. The following section IV-A is added:

"IV-A.—Tout salarié qui a travaillé pour le même employeur depuis le premier janvier de l'année précédente a droit, chaque année, à une semaine de vacances payées laquelle est basée sur une semaine de cinquante-cinq heures, à son taux normal de paye."

9235-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1543

Québec, le 27 avril 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux débardeurs du port de Québec. (navigation océanique).

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le comité paritaire des manœuvres du havre de Québec, à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 2258, du 2 septembre 1942, relatif aux débardeurs du port de Québec, (navigation océanique);

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, livraison du 24 mars 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête sont conformes à une décision du Conseil national du travail en temps de guerre, en date du 14 mars 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 2258 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article II: "d.—Tout travail exécuté le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet) et la fête du Travail doit être rémunéré au double du taux de salaire en vigueur, avec l'exception que le travail exécuté pendant les heures des repas ces jours-là, doit être rémunéré au même taux que celui en vigueur le dimanche pour le même travail."

9236-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1545

Québec, le 27 avril 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la prolongation de la durée du décret relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental, dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1357, du 20 avril 1944, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental, dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 30 mai 1945.

9238-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

"IV-A.—Any employee who has been working for the same employer since January 1st of the previous year will be entitled, each year, to one week's paid holidays, which is to be based on fifty-five hours weekly, at his normal rate of pay."

9235-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1543

Quebec, April 27, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the longshoremen of the Harbour of Quebec (ocean navigation).

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), a request has been submitted to the Minister of Labour by the Joint Shipping and Ship Labourers' Committee of the Harbour of Quebec for the purpose of amending the decree number 2258, of September 2, 1942, relating to the longshoremen of the Harbour of Quebec (ocean navigation);

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette on March 24, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the provisions of the said request are consistent with a decision of the National War Labour Board, dated March 14, 1945;

IT IS ORDAINED, therefore upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2258, be amended in the following manner:

The following subsection is added to section II:

"d.—Double time, at the prevailing rate, shall be paid for work performed on St. Jean Baptiste Day, Dominion Day (July 1st) and Labour Day, except that on such holidays the rate for working meal hours shall be the same as the rate paid for working meal hours on Sunday."

9236-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1545

Quebec, April 27, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the duration of the decree relating to the ornamental iron and bronze industry, in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 1357, of April 20, 1944, relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal, be extended until May 30, 1945.

9238-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1544

Québec, le 27 avril 1945.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 987, 24 avril 1941, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites;

ATTENDU QUE le dit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 24 mars 1945;

ATTENDU QUE le Ministre du Travail a accepté de donner suite à une requête du Comité paritaire chargé de surveiller l'application de ce décret, proposant une modification du texte apparaissant dans ledit avis;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 987 soit modifié de la façon suivante:

Le sous-paragraphe (2) du paragraphe "a" de l'article IV (durée du travail) est remplacé par le suivant:

"(2) Zones II, II-A, III et III-A: — La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures réparties en périodes régulières quotidiennes n'excédant pas neuf (9) heures chacune, dans le cas des établissements où la semaine régulière de travail est ordinairement complétée en cinq jours et demi (5½), et n'excédant pas dix (10) heures chacune dans le cas des établissements où la semaine régulière est ordinairement complétée en cinq (5) jours."

A. MORISSET,

9237-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1541

Québec, le 27 avril 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret numéro 1407, du 3 avril 1940 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 10 mars 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1544

Quebec, April 27, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree, number 987, of April 24, 1941, and amendments relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* on March 24, 1945;

WHEREAS the Minister of Labour has accepted to give effect to a request of the Parity Committee entrusted with the administration of this decree which recommended an amendment of the text of the said notice;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 987, be amended in the following manner:

Paragraph (2) of subsection "a" of section IV (Duration of Labour) is replaced by the following:

"(2) Zones II, II-A, III and III-A: — Forty-eight (48) hours divided into regular daily shifts which shall not exceed nine (9) hours per shift in establishments wherein the regular work week is ordinarily completed in five and one-half (5½) days, and which shall not exceed ten (10) hours per shift in establishments wherein the regular work week is ordinarily completed in five (5) days, shall constitute a regular work week."

A. MORISSET,

9237-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1541

Quebec, April 27, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption, rendered obligatory by the decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on March 10, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 1407 soit modifié de la façon suivante:

1.— L'article IV est remplacé par le suivant:
"IV.— *Durée du Travail*: — a.— La journée de travail est de huit (8) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; la semaine de travail est de quarante-huit (48) heures, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel numéro 1253, du 14 juin 1933, et amendements, pris en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (Chapitre 165 des Statuts refondus de Québec, 1941) établissant la journée de huit (8) heures et la semaine de quarante-huit (48) heures.

Cependant, du mois de mai au 30 septembre, la journée de travail est de neuf (9) heures par jour; les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine et de trois (3) heures, le samedi, exécutables entre 7.00 a.m. et midi, afin qu'il n'y ait pas de travail sur aucun chantier le samedi après-midi.

Toutefois, pour les ouvriers non qualifiés, (journaliers), la durée maximum de travail est de neuf (9) heures par jour et de cinquante-quatre (54) heures par semaine, au taux régulier. Du mois de mai au 30 septembre, la journée de travail est de dix (10) heures les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. et de quatre (4) heures le samedi, entre 7.00 a.m. et midi, ce qui forme en tout cinquante-quatre (54) heures par semaine.

b.— Dans le cas où un employeur emploie deux (2) équipes ou plus dans la même journée, les stipulations relatives à l'aménagement des heures de travail ne s'appliquent pas; dans ce dernier cas, cependant, si le salarié fait plus que la journée normale, huit (8) heures, il doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c.— Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires doit être payé au taux de salaire et demi.

d.— Les salariés doivent être payés chaque semaine; s'ils sont payés par chèque, l'échange doit être compris. Les frais de déplacement et la pension des salariés envoyés en dehors du lieu de leur domicile sont à la charge de l'employeur, sans pour cela que le salaire soit réduit.

e.— *Fêtes chômées*: — Tout travail exécuté le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et les dimanches doit être rémunéré au taux de salaire double. Toutefois, aucun employeur ne peut congédier un salarié catholique qui a refusé de travailler, l'une de ces fêtes."

A. MORISSET,

9234-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1546

Québec, le 27 avril 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux salariés du Service de la protection contre les incendies de la Cité de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), l'As-

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honorable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1407, be amended as follows:

1.— Section IV is replaced by the following:
"IV.— *Duration of labour*: — a.— The regular working day shall consist of eight (8) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.: The week of work shall consist of forty-eight (48) hours, pursuant to the provisions of Order in Council number 1253, of June 14, 1933, and amendments, enacted under the Law Respecting the Limiting of Working Hours (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 165), which establishes the 8-hour day and the 48-hours week-

However, from the month of May to September 30, the working day shall consist of nine (9) hours per day for the first five (5) working days of the week, and of three (3) hours for Saturday to be worked between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) so that no work need be performed on Saturday afternoon.

Nevertheless, the maximum duration of work for common workers (labourers) shall consist of nine (9) hours per day and of fifty-four (54) hours per week, at the regular rate. From the month of May to September 30, the daily duration of work, on the first five (5) days of the week, shall be ten (10) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. and, on Saturday, four (4) hours distributed between 7.00 a.m. and 12.00 (noon), such working hours to make a total of fifty-four (54) hours per week.

b.— Should an employer employ two (2) or more shifts in the same day, the provisions respecting the distribution of working hours shall not apply. In the latter case, however, if an employee works more than eight (8) hours in one day, he shall be paid time and one half.

c.— Work performed outside the regular hours shall be paid at the rate of time and one half.

d.— Workers shall be paid each week; if paid with cheques, exchange shall be included. The travelling expenses and board costs of the workers sent outside their place of residence shall be paid by the employer without reduction on the wages.

e.— *Observed holiday*: — Work performed on New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day and Sundays shall be paid double time. However, no employer shall dismiss a catholic worker who has refused to work on one of these holidays."

A. MORISSET,

9234-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1546

Quebec, April 27, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the employees of the Fire Prevention Department of the City of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), "L'Association indé-

sociation indépendante des pompiers de Sherbrooke a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART :

La cité de Sherbrooke,

ET, D'AUTRE PART :

L'Association indépendante des pompiers de Sherbrooke, pour l'employeur et les salariés des fonctions visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 24 mars 1945;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et les occupations visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 24 mars 1945.

I. — Définitions : — Dans le présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée :

a. — Le mot "employeur" désigne la Cité de Sherbrooke.

b. — Le mot "salarié" désigne tous les employés du Service de la protection contre les incendies de la cité de Sherbrooke dont la fonction et le salaire sont prévus dans le décret.

II. — Juridiction : — Le présent décret s'applique à la Cité de Sherbrooke et à ses salariés du Service de la protection contre les incendies mentionnés ci-après.

III. — Salaires minima : — Les taux de salaire suivants doivent être payés, chaque semaine, aux salariés ci-après énumérés :

Capitaine :

1ère année	\$36.00
2e année	37.00
3e année	38.00
4e année	39.00
5e année	40.00

Lieutenant :

1ère année	\$34.00
2e année	34.50
3e année	35.00
4e année	35.50
5e année	36.00

Sergent :

1ère année	\$33.00
2e année	33.50
3e année	34.00
4e année	34.50
5e année	35.00

L'échelle de salaire ci-dessus, pour les capitaines, lieutenants et sergents, est en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

Chef-mécanicien	\$33.00
Pompier-électricien	32.00
Inspecteur de la Prévention	32.50
Secrétaire du Directeur	30.00
Pompier de 5e année	31.00
Pompier de 4e année	30.00

pendante des pompiers de Sherbrooke" has submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between :

ON THE ONE PART :

The City of Sherbrooke,

AND, ON THE OTHER PART :

"L'Association indépendante des pompiers de Sherbrooke", for the employer and the employees of the offices and functions concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of March 24, 1945;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and the occupations concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act, respecting the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS no objection against its approval has been set forth;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), with however the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of March 24, 1945.

I. — Definitions : — In the present decree, the following words have the significance herein-after given to them :

a. — The word "employer" means the City of Sherbrooke.

b. — The word "employee" means any employee of the Fire Prevention Department of the City of Sherbrooke whose functions and salary are mentioned in the decree.

II. — Jurisdiction : — The present decree applies and extends to the City of Sherbrooke and to its employees of the Fire Prevention Department enumerated herein after.

III. — Minimum wages : — The following minimum wage rates shall be paid, each week, to the employees hereafter enumerated :

Captains :

1st year	\$36.00
2nd year	37.00
3rd year	38.00
4th year	39.00
5th year	40.00

Lieutenants :

1st year	\$34.00
2nd year	34.50
3rd year	35.00
4th year	35.50
5th year	36.00

Sergeants :

1st year	\$33.00
2nd year	33.50
3rd year	34.00
4th year	34.50
5th year	35.00

The above wage scale for captains, lieutenants and sergeants shall be effective until January 1st, 1946.

Chief-mechanic	\$33.00
Fireman-electrician	32.00
Prevention inspector	32.50
Director's secretary	30.00
Fireman 5th year	31.00
Fireman 4th year	30.00

Pompier de 3e année	29.00
Pompier de 2e année	28.00
Pompier de 1ère année	26.00

Fireman 3rd year	29.00
Fireman 2nd year	28.00
Fireman 1st year	26.00

Les années de service accomplies par les pompiers avant la séparation en deux services de l'ancien service de la police et des incendies doivent être comptées pour la fixation du salaire suivant l'échelle ci-dessus établie.

The years of service furnished by firemen before the division into two departments of the former Police and Fire Department shall be considered in the computing of the wages under the above scale.

IV.—*Heures de travail*.—a.—Les heures de travail sont réparties de la façon suivante: les salariés sont divisés en deux équipes, une de jour et une de nuit. Les heures de travail de l'équipe de jour sont de 7.00 a.m. à 6.00 p.m. Les heures de travail de l'équipe de nuit sont de 6.00 p.m. à 7.00 a.m. Les salariés ont droit à un jour de repos hebdomadaire. L'alternation des équipes doit se faire toutes les deux semaines le dimanche de 7.00 a.m. à 7.00 a.m. le lundi.

IV.—*Hours of labour*.—a.—The hours of labour shall be distributed in the following manner: firemen shall be divided into two shifts, one day shift and one night shift. The working hours of the day shift shall be from 7.00 a.m. to 6.00 p.m. The working hours of the night shift shall be from 6.00 p.m. to 7.00 a.m. Firemen shall be entitled to one weekly day of rest. Shifts shall alternate every two weeks, on Sunday from 7.00 a.m. to 7.00 a.m. the following Monday.

b.—Le paragraphe "a" du présent article ne s'applique pas aux capitaines. Ces derniers sont en devoir 24 heures par jour et ils ont droit à un jour de repos hebdomadaire. Leur logement est choisi et payé par l'employeur.

b.—Subsection "a" of the present section shall not apply to captains. The latter shall be on duty 24 hours a day and entitled to one weekly day of rest. Their lodging shall be chosen and the rent paid by the employer.

V.—*Heures supplémentaires*.—Toutes les heures supplémentaires où les salariés sont appelés à travailler sont rémunérées à raison de soixante cents (0.60) de l'heure. La présente clause ne s'applique pas aux officiers.

V.—*Overtime hours*.—All overtime hours which firemen are required to work shall be paid for at the rate of sixty cents (\$0.60) per hour. This clause shall not apply to officers.

VI.—*Équipement*.—En sus de ses salaires, chaque salarié doit recevoir de l'employeur:

VI.—*Equipment*.—Apart from the salaries, each employee shall receive from the City of Sherbrooke:

a.—tous les ans:

Un uniforme (deux pantalons); un képi; une paire de chaussures en cuir; une paire de claques; une paire de couvre-chaussures; une chemise d'hiver; une paire de gants d'été en chamoisette; une paire de gants en laine; une paire de mitaines de laine; une paire de salopettes; un chandail en laine; deux cravates; deux chemises d'été.

a) every year:

One uniform (two pants); one kepi; one pair of leather shoes; one pair of rubbers; one pair of overshoes; one winter-shirt; one pair of summer cotton gloves; one pair of woollen gloves; one pair of woollen mittens; one pair of overalls; one woollen sweater; two ties; one summer shirt.

b.—tous les trois ans:

Un paletot d'hiver; un paletot demi-saison.

b) every three years:

One winter overcoat; one between-season overcoat.

c.—tous les cinq ans:

Un casque de fourrure.

c) every five years:

One fur cap.

Lorsque l'uniforme et les autres pièces de vêtements sont renouvelés, ils demeurent la propriété du salarié. Les hommes congédiés ou qui quitteront le service doivent retourner leurs derniers uniformes et équipements.

Uniforms and other garments, when renewed, remain the property of the employee. Men discharged or leaving the service shall return their last uniforms and equipment.

Lorsque l'uniforme et les autres pièces de vêtement sont détériorés en service, ils sont remplacés par l'employeur. Le modèle est laissé au choix de la commission de police et incendie.

Should uniforms and other garments be spoiled or damaged in service, they shall be replaced by the City of Sherbrooke. The model shall be chosen by the Police and Fire Commission.

d.—De plus, pour le service des incendies, chaque membre de la brigade doit avoir:

Une paire de bottes en caoutchouc, un manteau à feu; un casque (helmet).

d) Moreover, in the Fire Department, each member of the brigade shall have:

One pair of rubber boots; one fire coat, one helmet.

Les uniformes et les articles d'été sont fournis avant le premier juin; ceux d'automne avant le premier octobre et ceux d'hiver avant le premier novembre.

Summer uniforms and articles shall be given before June 1st; autumn uniforms, before October 1st; those for the winter, before November 1st.

VII.—*Vacances*.—Les salariés ont droit à sept (7) jours de vacances par année; leur salaire court pendant leurs vacances et il doit être remis auxdits salariés avant leur départ pour lesdites vacances. Ces vacances sont accordées et fixées par ordre d'ancienneté et doivent être prise en une seule période continue.

VII.—*Vacation*.—Employees shall be entitled to a vacation of seven days per year. Such vacation shall be granted, and the date fixed, with respect to the seniority and it shall be taken in one continuous period. The salary of firemen shall not be interrupted during such vacation period and it shall be remitted before the vacation period.

VIII.—*Congés pour maladie*.—Les salariés ont droit à 7 jours d'absence de leur travail pour cause de maladie chaque année, avec droit à leur salaire. Les 7 jours d'absence pour maladie, ou ceux de ces jours qui n'ont pas été pris, s'accumulent d'année en année. En cas d'accidents de travail, les jours de maladie n'affectent pas

VIII.—*Sick leave*.—The employees of the Fire Department shall be entitled to a sick leave of seven (7) days, with pay, every year. These 7 days or fraction thereof, which are not taken, shall accumulate from year to year. In case of accident while at work, the days of illness shall not affect the duration of the sick leave

le nombre de jours d'absence pour cause de maladie ci-dessus prévu. Le Directeur peut, quand il le juge à propos, exiger un certificat de médecin.

IX.—Durée du décret:—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier janvier 1946. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties n'a it avisé l'autre partie au moins soixante jours avant le 1er janvier de chaque année de son intention d'y mettre fin.

A. MORISSET,

9260-o

Greffier du Conseil Exécutif.

provided above. The Director may, if deemed advisable, require a doctor's certificate.

IX.—Duration of the decree:—The present decree shall come into force from the date its of publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until January 1st, 1946. It shall then renew itself automatically, from year to year, unless one of the parties notify the other, at least 60 days before January 1st of each year, of its intention to end it.

A. MORISSET,

9260-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Employés de la Cité de Hull", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 avril 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Hull, district de Hull.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9221-o

JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 13 mars 1945, les règlements 1 à 15 inclusivement de "Eastern Townships Winter Roads Association", tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 3 février 1944, ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province ce 17ième jour de mars 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9223

JEAN BRUCHÉSI.

"MME A. COURVAL, INC."

A une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Mme A. Courval, Inc.", tenue le 25ième jour d'avril 1945, à Québec, P.Q.

Règlement N° 4

"Il est dûment proposé, secondé et unanimement résolu que: "Le Bureau Principal de la Compagnie "Mme A. Courval, Inc.", soit situé à l'avenir en la cité et district de Montréal, P. Q., au numéro 6550 de la rue St-Hubert au lieu de en la cité et district de Québec, au numéro 45 de la rue Dorchester."

La Présidente,

Dame ALICE-D. COURVAL.

Le Secrétaire,

9253-o

MAURICE GODBOUT.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de la Montreal Locomotive Work Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trente avril 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9228-o

JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat des Employés de la Cité de Hull", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 5th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Hull, district of Hull.

JEAN BRUCHÉSI,

9221

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by order in council dated March 13th, 1945, the by-laws 1 to 15 inclusive of "Eastern Townships Winter Roads Association", as adopted at a meeting held on February 3rd, 1944, have been approved pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

9223-o

Under Secretary of the Province.

"MME A. COURVAL, INC."

At a general special meeting of the shareholders of the company "Mme A. Courval, Inc.", held the 25th day of April, 1945, at Québec, P. Q.

By-law No. 4

"It was duly moved, seconded and unanimously resolved that: "The head office of the company "Mme A. Courval, Inc.", be, for the future, situate in the city and district of Montreal, P. Q., at No. 6550 St-Hubert street, instead of in the city and district of Québec, at No. 45 Dorchester street."

Dame ALICE D. COURVAL.

President.

MAURICE GODBOUT,

9253

Secretary.

The formation of an association, under the name of "L'Association des Employés de la Montreal Locomotive Work Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April the thirtieth, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI.

9228

Under Secretary of the Province.

"EASTERN TOWNSHIPS WINTER ROADS
ASSOCIATION"

(Extrait des règlements de l'association ci-dessus nommés, tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 3 février 1944 et approuvés par arrêté ministériel en date du 13 mars 1945, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à dix).

"6. Directeurs — Les affaires de l'association seront administrées par un bureau de direction de dix directeurs dont cinq formeront quorum."

Le Secrétaire-trésorier,

9294

E. W. GILBEY.

"EASTERN TOWNSHIPS WINTER ROADS
ASSOCIATION"

(Extract from the By-laws of the above named Association, as adopted at the Meeting held on February 3rd, 1944, and approved by Order in Council dated March 13, 1945, relating to the increase of the number of Directors from three to ten).

"6. Directors — The affairs of the Association shall be managed by a Board of ten Directors of whom five shall form a quorum."

E. W. GILBEY,

Secretary-Treasurer.

9224-o

Chartes — Abandon de

COUTURE CANADA LIMITED

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Couture Canada Limited s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir l'abandon de sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce vingt-cinquième jour d'avril 1945.

Le Secrétaire,

VERIAN L. THORNTON.

9225

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "Chemists Club of Montreal", constitué en corporation par lettres patentes en date du septième jour de janvier 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 24ième jour d'avril 1945, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce treizième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9243-o

P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et unième jour de juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-quatrième jour d'avril 1945, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce treizième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9244-o

P. FRENETTE.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général, au ministre des Affaires Municipales et au

Charters — Surrender of

COUTURE CANADA LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that Couture Canada Limited, will make an Application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for an order accepting the surrender of its Charter, pursuant to the terms of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this Twenty-fifth day of April, 1945.

VERIAN L. THORNTON.

Secretary.

9225-o

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the "Chemists Club of Montreal", incorporated by letters patent bearing date the seventh day of January, 1936.

Notice is also given that from and after the 24th day of April, 1945, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1945.

P. FRENETTE,

9243

Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the "Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the twenty-first day of July, 1944.

Notice is also given that from and after the twenty-fourth day of April, 1945, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1945.

P. FRENETTE,

9244

Assistant Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have

ministre de l'Industrie et du Commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Continental Fuels Limited" — "Combustible Continental Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 août 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-quatre avril 1945, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le treize avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9255 P. FRENETTE.

been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Continental Fuels Limited" — "Combustible Continental Limitée", incorporated by letters patent dated the 22nd day of August: 1940.

Notice is also given that from and after the twenty-fourth day of April, 1945, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9255-o Assistant Deputy Attorney General.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Parke, Davis & Company, Ltd. a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités maintenant en vigueur dans cette Province.

Le bureau principal de la corporation est établi à 2000, Édifice Aldred, 507 Place D'Armes, en la cité de Montréal, province de Québec.

Son agent principal dans ladite Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, est M. W. H. Laidley de la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 19ième jour d'avril 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
9226 JEAN BRUCHESI

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that the Parke, Davis & Company, Ltd. has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities now in force in this Province.

The principal office of the Corporation is established at 2000 Aldred Building, 507 Place D'Armes, in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. W. H. Laidley, of the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 19th of April 1945.

JEAN BRUCHESI,
9226-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Yamaska, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Meunerie Coopérative de La Baie" et que son principal siège d'affaires est à Baieville, comté d'Yamaska.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce trentième jour d'avril 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
9256-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Yamaska, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Meunerie Coopérative de La Baie", and that its principal place of business is at Baieville, county of Yamaska.

The Minister authorises the formation of the said association

Quebec, this thirtieth day of April, 1945.

JULES SIMARD,
9256 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Dorchester, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Frampton" et que son principal siège d'affaires est à St-Edouard de Frampton, comté de Dorchester.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce trentième jour d'avril 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
9257-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Dorchester, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120) under the name of "Société Coopérative Agricole de Frampton", and that its principal place of business is at St-Edouard de Frampton, county of Dorchester.

The Minister authorizes the formation of the said association

Quebec, this thirtieth day of April, 1945.

JULES SIMARD,
9257 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

No. 300-45

Québec, 25 avril 1945.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Malbaie, dans le comté de Gaspé-Sud, pour les membres protestants seulement, à la municipalité scolaire d'Edmonds. Le territoire de ces deux municipalités sera alors connu et désigné comme municipalité scolaire distincte pour les membres protestants, sous le nom de la municipalité scolaire protestante de "Belle Anse".

9192-17-2

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No 1384-41

Québec, 25 avril 1945.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La ville de Forestville", dans le comté de Saguenay, le territoire de ladite Ville, tel qu'érigé par 8 Georges VI chapitre 68.—

9193-17-2

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

N° 15-45.

Québec, le 27 avril 1945.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Lac-du-Cerf", dans le comté de Labelle, le territoire suivant, dans le canton de Dudley, qui comprendra les lots suivants tous inclusivement, savoir:

- 25 à 28 du rang 6,
- 26 à 37 du rang 7,
- 28 à 39 du rang 9,

qui seraient détachés de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Pontmain, dans le comté de Labelle;

- 39 et 40 du rang 9,

qui seraient détachés de la municipalité scolaire du Lac-des-Iles, même comté;

- 41 à 52 du rang 9,
- 42 à 53 du rang 10,
- 51 à 53 du rang 11,

qui seraient détachés de la municipalité scolaire de Kiamika, même comté. Les lots suivants, tous inclusivement, dans le même canton, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire, savoir:

- 24 du rang 6,
- 15 à 25 et 38 à 42 du rang 7,
- 15 à 27 et 40 à 51 du rang 8,
- 53 du rang 9,
- et 42 à 50 du rang 11.

9229-18-2

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

N° 1378-41.

Québec, le 27 avril 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Est, comté de Mégantic, les lots 25B et 26 du rang XV du canton de Leeds, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Broughton, dans le comté de Beauce.

9230-18-2

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 390-45

Quebec, April 25th, 1945.

Application is made to annex the school municipality of St-Pierre-de-Malbaie, in the county of Gaspé-South, for Protestant members only, to the school municipality of Edmonds. The territory of these two school municipalities will then be known and designated as a separate school municipality for Protestant members only under the name of the Protestant School Municipality of "Belle Anse".

9192-17-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

No. 1384-41

Quebec, April 25th, 1945

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "La Ville de Forestville", in the county of Saguenay, the territory of the said Town, as erected by 8 George VI, chapter 68.

9193-17-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 15-45

Québec, April 27th, 1945.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Lac-du-Cerf" in the county of Labelle, the following territory, in the township of Dudley, which shall comprise the following lots, all inclusively, to wit:

- 25 to 28 of range 6,
- 26 to 37 of range 7,
- 28 to 39 of range 9,

which would be detached from the school municipality of Notre-Dame-de Pontmain, in the county of Labelle;

- 39 and 40 of range 9,

which would be detached from the school municipality of Lac-des-Iles, same county;

- 41 to 52 of range 9,
- 42 to 53 of range 10,
- 51 to 53 of range 11,

which would be detached from the school municipality of Kiamika, same county. The following lots, all inclusively, in the same township, which are not yet organized as to schools, to wit:

- 24 of range 6,
- 15 to 24 and 38 to 42 of range 7,
- 15 to 27 and 40 to 51 of range 8,
- 53 of range 9,
- and 42 to 50 of range 11.

9229-18-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

No. 1378-41.

Quebec, April 27th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Leeds-East, county of Mégantic, lots 25B and 26 of range XV of the township of Leeds, and to annex the same to the school municipality of St-Pierre-de-Broughton, in the county of Beauce.

9230-18-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

Département du Travail

Department of Labour

ERRATUM

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 1107, du 24 mars, 1945, publié dans la Gazette

The English version of Order in Council number 1107, of March 24, 1945, published in the

officielle de Québec du 31 mars, 1945, page 710, est corrigée de la façon suivante:

Les mots "be repealed" sont ajoutés à la fin dudit arrêté.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 mai, 1945.

9239-o

Quebec Official Gazette of March 31, 1945, page 710, is corrected as follows:

The words "be repealed" are added at the end of the said Order.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9239-o

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que les nouveaux règlements, dont le texte suit, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1534, du 27 avril 1945, et ajoutés à la constitution et aux règlements de la Commission conjointe pour l'industrie de la Robe de la province de Québec, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3985, du 7 novembre 1940, modifiés par les arrêtés numéros 4332 et 4485, des 13 et 14 décembre 1940, et 2915, du 3 novembre 1941.

"4. Au cas où l'employeur et la Commission conjointe pour l'Industrie de la Robe ne s'entendraient pas sur les taux à la pièce payés aux travailleurs à domicile pour travail exécuté sur vêtements de toutes sortes, la période consacrée par un travailleur à domicile à l'exécution de tel travail doit être déterminée et établie de la façon suivante:

a.— L'inspecteur de la Commission conjointe doit s'assurer du nombre d'heures requis pour la fabrication complète, par un travailleur à domicile, d'au moins une douzaine de vêtements, de quelque modèle que ce soit, confiés à ce dernier.

b.— Le nombre total des heures de travail consacré par un travailleur à domicile à la fabrication de vêtements de quelque modèle que ce soit doit être déterminé en multipliant le nombre d'heures requis pour faire une douzaine de vêtements d'un modèle quelconque par le nombre total de douzaines de vêtements du même modèle ou d'un modèle comparable complétés par le dit travailleur à domicile.

"5. Tout employeur doit faire parvenir à la Commission conjointe des rapports dûment signés sur les formules fournies par la dite Commission conjointe. On devra y mentionner:

a.— 1. Les noms, adresse et numéro de certificat pour travail à domicile de toute personne à laquelle il donne du travail pour être fait ou exécuté à domicile;

2. La date de livraison de tel travail;

3. Le genre d'opération à exécuter, le modèle, la description et la quantité de vêtements ainsi que le prix qui doit être payé pour le travail avec mention du mode de paiement, soit à la semaine, à la journée, à l'heure ou à la pièce.

b.— Les formules sur lesquelles ces renseignements doivent être donnés doit être faite en triplicata, et l'original doit être envoyé par l'employeur au bureau de la Commission conjointe dans un délai maximum d'une semaine suivant la date de livraison du travail. Une copie doit accompagner le travail donné au travailleur à domicile. La troisième copie doit être gardée par l'employeur pour une période minimum d'une année afin d'être disponible pour fins d'examen par la Commission conjointe."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 mai 1945.

9242-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that the following new by-laws have been approved by Order in Council number 1534, of April 27, 1945, and added to the constitution and the by-laws of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec, already approved by Order in Council number 3985, of November 7, 1940, amended by Order Nos. 4332 and 4485, of December 13 and 24, 1940, and 2915, of November 3, 1941.

"4. In the event that the employer and the Joint Commission of the Dress Industry do not agree on the piecework price of any style to be paid to any homemaker, the time worked by the homemaker shall be determined and established by the following method:

a.— The Inspector of the said Joint Commission shall ascertain the time required by a homemaker to complete at least one dozen garments of any given style being worked upon by him or her.

b.— The total time spent by a homemaker working at home on garments of any given style or comparable styles shall be established by multiplying the duration of time required to make a dozen garments of a given style by the total number of dozens of garments of the same or comparable styles completed by the said homemaker."

"5. Every employer must furnish the Joint Commission with records duly signed on forms provided by the Joint Commission showing:

a.— 1. The names, addresses and homework certificate numbers of all persons to whom he gives work to be done or performed at home;

2. The date when the said work was given;

3. The craft of the said work, the style, description and quantity of the garments and the price of labour to be paid therefore and the basis of payment, whether by the week, day or hour or by the piece.

b.— The forms containing the foregoing information must be made in triplicate and the original must be filed by the employer at the office of the Joint Commission no later than one week from the date of giving the work. A copy must be given with the work to the homemaker. The third copy must be kept by the employer for a period of not less than one year and be held available for examination by the Joint Commission."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9242-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRELEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité conjoint des matériaux de construction, chargé de surveiller l'application du décret numéro 1357, du 20 avril 1944, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1653, du 17 mai 1944, a été prolongé jusqu'au 30 mai 1945, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1535, du 27 avril 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mai 1945.

9240-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right of levy of the Building Materials Joint Committee, entrusted with the administration of the decree number 1357, of April 20, 1944, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1653 of May 17, 1944, has been extended until May 30, 1945, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1535, of April 27, 1945.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9240-o

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1880, du 3 juin 1944, amendés par l'arrêté numéro 2030, du 16 juin 1944, ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1533, du 27 avril 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mai 1945.

9241-o

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, approved by Order in Council number 1880, of June 3, 1944, amended by Order number 2030, of June 16, 1944, have been amended by Order in Council number 1533, of April 27, 1945.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9241-o

AVIS DE PRELEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, et chargé aussi de surveiller l'application du décret numéro 102, du 11 janvier 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'ordre-en-conseil numéro 1538, du 27 avril 1945, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1945 au 1er mai 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 1653, du 28 juin 1941 et tous les employeurs professionnels du Commerce et de l'Industrie du bois ouvré, assujettis au décret numéro 102, du 11 janvier 1945, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocation.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, established under decree number 1653, of June 28, 1941, and its amendments, and entrusted also with the administration of decree number 102, of January 11, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1538, of April 27, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decrees according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1945 to May 1st, 1946; such levy shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the construction industry and of the wood-working industry and trade governed by the decrees Nos. 1653, of June 28, 1941, and 102, of January 11, 1945, shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages, bonuses and allowances which they pay to their employees governed by the said decrees excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the said decrees excepting managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee an assessment equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. Mode de perception

Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction et tous les employeurs professionnels du Commerce et de l'Industrie du bois ouvré régis par lesdits décrets, doivent percevoir pour le Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 juin et ainsi de suite, de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1945 et 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DE QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés probables, en rapport avec l'application des décrets numéros 1653, du 28 juin 1941 et amendements, et 102, du 11 janvier 1945, pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels:

¼ de 1% sur \$3,200,000.00, gages payés aux salariés assujettis aux décrets..... \$ 8,000.00

Cotisations des salariés:

¼ de 1% sur \$3,200,000.00, gages payés aux salariés assujettis aux décrets..... 8,000.00

\$16,000.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire..... \$ 2,224.80
Assistant-secrétaire..... 1,944.80
Commis et Vérificateur..... 1,684.00
Inspecteurs (3)..... 5,730.40
Dépenses de bureau..... 1,200.00
Inspection et voyages..... 2,312.00
Jetons de présence..... 2,400.00
Frais de déplacement..... 3,780.00
Bureaux d'examineurs..... 1,500.00
Divers et procédures..... 600.00
Vérification..... 100.00

\$23,456.00

NOTE.— L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de \$7,456.00 sera comblé à même la réserve de fonds du Comité paritaire.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 mai 1945.

9261-0

2. Mode of collection

All professional employers of the construction woodworking industry and trade governed by the said decrees shall collect for the Parity Committee the assessments owed by the employees, from the wages payable to them.

The professional employers governed by the decree shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee not later than the 10th of the month following the month for which it is exigible. For instance, the assessments for the month of May are payable on June 10, and so forth, from month to month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30 and December 31, 1945, and March 31, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec during the period between May 1, 1945, and May 1, 1946.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION
INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements with respect to the administration of the decrees Nos. 1653, of June 28, 1941, and amendments, and 102, of January 11, 1945, for the period between May 1st, 1945, and May 1, 1946.

Receipts:

Assessments of the professional employers:

¼ of 1% on \$3,200,000.00, wages paid to the employees governed by the decrees..... \$ 8,000.00

Assessments of the employees:

¼ of 1% on \$3,200,000.00, wages paid to the employees governed by the decrees..... 8,000.00

\$16,000.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary..... \$ 2,224.80
Assistant-Secretary..... 1,944.80
Clerk and checker..... 1,684.00
Inspectors (3)..... 5,730.40
Office expenses..... 1,200.00
Inspection and travelling..... 2,312.00
Meeting expenses..... 2,400.00
Travelling expenses..... 3,780.00
Board of Examiners..... 1,500.00
Miscellaneous and procedures..... 600.00
Audition..... 100.00

\$23,456.00

NOTE.— The excess of disbursements over receipts, amounting to \$7,456.00, shall be covered with the reserve funds of the Parity Committee.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9261-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 968, du 3 juin 1938 et amendements, et chargé par l'arrêté ministériel numéro 1276, du 30 juin 1939, de la mise à exécution du décret numéro 939, du 26 mars 1936 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1537, du 27 avril, 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1945 au 1er mai 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis auxdits décrets numéros 968, du 3 juin 1938, et amendements, et 939, du 26 mars 1936, et amendements, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés des métiers régis par lesdits décrets.

b) Les artisans assujettis auxdits décrets ci-haut mentionnés, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par lesdits décrets ci-haut mentionnés, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1945, et 31 mars 1946.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Building Trades of Hull, formed under decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and entrusted, by Order number 1276, of June 30, 1939, with the administration of decree number 939, of March 26, 1936, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1537, of April 27, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1945, to May 1st, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decrees, No. 968, of June 3, 1938, and amendments, and 939, of March 26, 1936, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees in the trades governed by the said decrees.

b) The artisans governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, and send same to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1945, and March 31, 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, pour l'administration des décrets numéros 968, du 3 juin 1938, et amendements, et 939, du 26 mars 1936 et amendements, pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

197-a, rue Principale, Hull, Qué.

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

Comprenant l'administration du décret numéro 968, du 3 juin 1938, et amendements, ainsi que du décret numéro 939, du 26 mars 1936, et amendements.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$2,440.00
Cotisations des salariés.....	2,440.00
Cotisations des artisans.....	500.00
Honoraires d'examens.....	200.00
Intérêts et dommages liquidés sur réclamations.....	920.00
	\$6,500.00

Déboursés:

Salaires:	
Inspecteur.....	\$1,460.00
Secrétaire-correspondant.....	540.00
	\$2,000.00
Frais de déplacements — membres.....	1,860.00
Loyer et assurances.....	475.00
Frais légaux.....	600.00
Audition.....	60.00
Frais d'entretien de l'auto du comité.....	500.00
Poste, téléphone et télégrammes.....	220.00
Honoraires des examinateurs.....	150.00
Frais de voyage — inspections.....	460.00
Entretien du bureau.....	175.00
	\$6,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 mai, 1945. 9262-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1540 du 27 avril 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1945 au 1er mai 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Building Trades of Hull, for the administration of decrees No. 968 of June 3, 1938, and amendments, and 939 of March 26, 1936, and amendments, for the period between May 1st, 1945, and May 1st, 1946.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BUILDING TRADES OF HULL

197-a, Main street, Hull, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1944, and May 1st, 1945.

Respecting the administration of decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, and decree number 939, of March 26, 1936, and amendments.

Receipts:

Assessments of professional employers.....	\$2,440.00
Assessments of employees.....	2,440.00
Assessments of artisans.....	500.00
Examination fees.....	200.00
Damages re: claims.....	920.00
	\$6,500.00

Disbursements:

Salaries:	
Inspector.....	\$1,460.00
Secretary.....	540.00
	\$2,000.00
Travelling expenses — members.....	1,860.00
Rent and insurance.....	475.00
Legal charges.....	600.00
Audition.....	60.00
Upkeep of the automobile of the Committee.....	500.00
Post office, telephone, telegrams.....	220.00
Examiners' fees.....	150.00
Travelling expenses — inspections.....	460.00
Office maintenance.....	175.00
	\$6,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945. 9262-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec, formed under decree number 695, of May 7, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1540, of April 27, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1945, to May 1st, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au Comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant. Conséquemment le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 de juin et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1945 et le 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, pour les douze mois commençant le 1er mai 1945.

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour les douze mois commençant le 1er mai 1945.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels, ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$800.00
Cotisations des salariés, ($\frac{1}{2}$ de 1%) ..	800.00
	\$1,600.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 420.00
Inspecteur et employés, salaires	925.00
Frais légaux	25.00
Vérifications des livres	55.00
Administration (loyer du bureau, téléphone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, etc.)	175.00
	\$1,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 mai 1945.

9263-o

a) The professional employers governed by the decree No. 695, of May 7, 1938, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same to the said Committee, every month, together with his own assessments.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Committee not later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so forth, from month to month.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1945, and March 31, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1945.

Estimate of the receipts and disbursements for the twelve months beginning May 1st, 1945.

Receipts:

Assessments of the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$ 800.00
Assessments of the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	800.00
	\$1,600.00

Disbursements:

Salary of the Secretary	\$ 420.00
Inspector and employees, salaries	925.00
Legal fees	25.00
Audition	55.00
Administration (rent of office, telephone, travelling expenses, furniture, stationery, etc.)	175.00
	\$1,600.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9263-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective relative aux métiers de barbier et coiffeur du district de Trois-Rivières (décret numéro 469, du 26 février 1942, et amendements), à l'effet d'y apporter les modifications suivantes. On demande:

1° Que le paragraphe "g" suivant soit ajouté à l'article I:

"g.— Les mots "comité paritaire" désignent le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district."

2° Que les heures de travail mentionnées à l'article V, zone II, pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, soient remplacées par les suivantes:

"Le lundi, de 8.00 a. m. à midi précis; tout travail doit cesser à midi précis."

Le mardi, de 8.00 a. m. à 7.00 p. m. précises.

Le mercredi, de 8.00 a. m. à 7.00 p. m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées dans l'établissement avant 7.00 p. m.

Le jeudi, de 8.00 a. m. à 7.00 p. m. précises.

Le vendredi, de 8.00 a. m. à 9.00 p. m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées dans l'établissement avant 9.00 p. m.

Le samedi, de 8.00 a. m. à 6.00 p. m. précises."

3° Que les heures de travail mentionnées à l'article V, zone III, pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, soient remplacées par les suivantes:

"Lundi, de 8.00 a. m. à 9.00 p. m.

Le mardi, de 8.00 a. m. à 9.00 p. m.

Le mercredi, de 8.00 a. m. à 9.00 p. m.

Le jeudi, de 8.00 a. m. à 9.00 p. m.

Le vendredi, de 8.00 a. m. à 9.00 p. m.

Le samedi, de 8.00 a. m. à 6.00 p. m.

Note: Il sera toutefois permis de servir les clientes entrées avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionnées."

4° Que le paragraphe "b" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"b.— Pendant ces journées de travail les employés doivent avoir une heure pour le repas du midi, ainsi qu'une heure pour le repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 7 heures p. m."

5° Que les alinéas suivants soient ajoutés au paragraphe "c" de l'article VI:

"Après cette période de deux ans l'apprenti devra se présenter au bureau des examinateurs du Comité paritaire pour passer ses examens dans le but d'obtenir son certificat de qualification de compagnon."

"Au cas d'insuccès, le candidat aura droit à deux (2) reprises d'examens par intervalle de six (6) mois; s'il subit de nouveaux échecs il sera définitivement éliminé."

6° Que le paragraphe "e" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

"e.— Dans la juridiction territoriale du présent décret, aucune école de coiffure ou de barbier ne pourra fonctionner sans un permis préalable du Comité paritaire. Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire pourra donner autorisation de fonctionner à une école offrant toutes les garanties de compétence et dont le dit Comité sera seul juge; mais jamais aucune école de coiffure ou de barbier ne pourra fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un salon de coiffure ou

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of Three Rivers (decree number 469, of February 26, 1942, and amendments), for the purpose of amending it in the following manner, It is requested:

1. That the following subsection "g" be added to section I:

"g.— The words "Parity Committee" mean the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières."

2. That the hours of labour mentioned in section V, zone II, for ladies male and female hairdressers, be replaced by the following:

"On Monday, from 8.00 a. m. to 12.00 (noon); absolutely no work is to be performed after 12.00."

On Tuesday, from 8.00 a. m. to 7.00 p. m. precisely.

On Wednesday, from 8.00 a. m. to 7.00 p. m.; it is however permitted to wait on customers who were in the establishment before 7.00 p. m.

On Thursday, from 8.00 a. m. to 7.00 p. m. precisely.

On Friday, from 8.00 a. m. to 9.00 p. m.; it is however permitted to wait on customers who were in the establishment before 9.00 p. m.

On Saturday, from 8.00 a. m. to 6.00 p. m. precisely."

3. That the hours of labour mentioned in section V, zone III, for ladies male and female hairdressers, be replaced by the following:

"On Monday, from 8.00 a. m. to 9.00 p. m.

On Tuesday, from 8.00 a. m. to 9.00 p. m.

On Wednesday, from 8.00 a. m. to 9.00 p. m.

On Thursday, from 8.00 a. m. to 9.00 p. m.

On Friday, from 8.00 a. m. to 9.00 p. m.

On Saturday, from 8.00 a. m. to 6.00 p. m.

Note: It shall however be permitted to wait on customers who were in the parlors before the expiration of the periods of work above mentioned."

4. That subsection "b" of section V be replaced by the following:

"b.— During these working days, the employees shall have one hour off for the noon meal, and another hour for the evening meal when work ceases after 7.00 p. m.

5. That the following paragraphs be added to subsection "c" of section VI:

"After such two-year period, the apprentice shall sit for his examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his certificate of competency as journeyman."

"In case of failure, the candidate shall be entitled to two (2) more attempts with intervals of six (6) months; if he meets with further failures, he shall be definitely eliminated."

6. That subsection "e" of section VI be replaced by the following:

"e.— Within the territorial jurisdiction of the present decree, no hairdressing or barber school shall be permitted to operate without holding a permit previously issued by the Parity Committee. In the interest of the trade, the Parity Committee shall be permitted to authorize the operation of a school which offers all guarantees of competency to be estimated by the said Committee alone. However, no hairdressing or barber school shall be permitted to operate jointly, on an equal

de barbier ou un commerce d'accessoires de coiffure ou de barbier."

7° Que les mots "ou garder" soient ajoutés après les mots "ne peut prendre" au paragraphe "f" de l'article VI.

8° Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "gg" de l'article VI:

"Pour opérer ou faire opérer un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, tout tenancier, tout possesseur de salon de barbier, de coiffure ou de beauté ou d'attirail de salon de barbier, de coiffure ou de beauté, doit détenir un certificat de qualification de compagnon du Comité paritaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mai 1945.

9267-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1539, du 27 avril, 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1.—Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1945 au 1er mai 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires payés à leurs employés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, à savoir \$40.00 par semaine.

c) Les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

2.—Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

footing or in conjunction with a hairdressing or barber's parlor or a hairdressing or barber accessories concern."

7. That the words "or keep" be added after the words "be allowed to take", mentioned in subsection "f" of section VI.

8. That the following paragraph be added to subsection "gg" of section VI:

"To be permitted to operate or cause to operate a barber, hairdressing or beauty parlor, every holder or owner of a barber, hairdressing or beauty parlor or of an establishment dealing in accessories for barber, hairdressing or beauty parlors shall hold a journeyman's certificate of competency issued by the Parity Committee."

During the thirty days following the date of publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9267-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District, formed under decree number 2944 of August 3, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1539, of April 27, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1945 to May 1st, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, namely: \$40.00 per week.

c) The employees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the wages paid during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire dans un délai de 10 jours après l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3.— Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945, et 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail de la Fourrure de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE, DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT.

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

Revenus:

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels	\$3,000.00
Salariés	3,000.00
	\$6,000.00

Déboursés:

Inspecteur salaire et frais de déplacement	\$2,700.00
Secrétaire	300.00
Secrétariat:	
bureau, éclairage, téléphone, etc	1,300.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papeterie, etc	1,500.00
Vérification	100.00
Frais légaux	100.00
	\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 mai, 1945. 9266-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1536, du 27 avril 1945, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1945 au 1er mai 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days following the expiration of the period for which said report is exigible.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31 st, 1945, and March 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal District for the period between May 1st, 1945, and May 1st, 1946.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL FUR TRADE OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1945, and May 1, 1946.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers	\$3,000.00
Employees	3,000.00
	\$6,000.00

Disbursements:

Inspector, salary and travelling expenses	\$2,700.00
Secretary	300.00
Office of the secretary:	
lighting, telephone, etc.	1,300.00
Meeting expenses, stamps, stationery, etc	1,500.00
Audition	100.00
Legal charges	100.00
	\$6,000.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945. 9266-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1536, of April 27, 1945, to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy will extend from May 1, 1945 to May 1, 1946; such levy will apply as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2347 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, le nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945 et 31 mars 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Alimentation en gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mai 1945 et le 1er mai 1946.

Recettes:	
Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{4}$ de 1%)	\$3,000.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{4}$ de 1%)	3,000.00
	<u>\$6,000.00</u>

Dépenses:	
Salaires:	
Inspecteur	\$1,820.00
Secrétaire	1,710.00
Secrétaire adjoint	675.00
Commis	425.00
Ameublement	100.00

a) The professional employers governed by the decree number 2347 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. Mode of collection

The assessments are payable, every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee, in assessments.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report indicating, on the forms supplied by the said Committee, the name in full and address of each one of his employees, their competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: June 30, September 30, and December 31, 1945, and March 31, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee for the period between May 1, 1945, and May 1, 1946.

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1945, to May 1, 1946.

Receipts:	
Assessments of professional employers ($\frac{1}{4}$ of 1%)	\$3,000.00
Assessments of the employees ($\frac{1}{4}$ of 1%)	3,000.00
	<u>\$6,000.00</u>

Expenses:	
Salaries:	
Inspector	\$1,820.00
Secretary	1,710.00
Assistant-secretary	675.00
Clerk	425.00
Furniture	100.00

Papeterie	50.00	Stationery	50.00
Loyer	360.00	Rent	360.00
Timbres et téléphone	100.00	Stamps and telephone	100.00
Assurance garantie	10.00	Fidelity-bond	10.00
Frais d'inspection	75.00	Expenses re: Inspection	75.00
Frais d'enquête	25.00	" Investigations	25.00
Frais de vérification	60.00	" Audition	60.00
Jetons de présence	240.00	Meeting expenses	240.00
Frais légaux	300.00	Legal fees	300.00
Divers	50.00	Miscellaneous	50.00
	\$6,000.00		\$5,300.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 mai 1945.

9264-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9264-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 987, du 24 avril 1941, et ses amendements. On demande:

1° Que les cinquième et septième alinéas de l'article II, concernant respectivement les zones II-A et III-A, soient radiés.

2° Que l'alinéa suivant soit inséré à la fin de l'article II:

"Les zones II-A et III-A sont abrogées et les employés qui, antérieurement, étaient régis par les dispositions s'appliquant à la zone II-A seront régis par les dispositions s'appliquant à la zone II et seront rémunérés aux taux minima de gages établis pour les employés de la zone II, et les employés qui, antérieurement, étaient régis par les dispositions de la zone III-A seront régis par les dispositions s'appliquant à la zone III et seront rémunérés aux taux minima de gages établis pour les employés de la zone III. De plus, pour fins de concordance, le présent décret et ses amendements sont modifiés de telle façon que les désignations "zone II-A" et "zone III-A" sont considérées comme annulées."

3° Qu'à l'article XVIII les taux de salaires se rapportant aux zones II-A et III-A soient radiés de façon que les employés assujettis aux dispositions s'appliquant à la zone II-A soient rémunérés aux taux minima établis pour la zone II, et que les employés régis par les dispositions s'appliquant à la zone III-A soient rémunérés aux taux minima établis pour la zone III.

4° Que le dernier alinéa de l'article XVIII, commençant par les mots "Disposition spéciale" soit radié.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mai 1945

9265-o

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District has submitted to him a request for the purpose of amending the decree number 987, of April 24 1941, and its amendments. It is requested:

1° That the fifth and seventh paragraphs of section II, respectively applying to zones II-A et III-A be deleted.

2° That the following paragraph be inserted at the end of section II:

"Zones II-A and III-A no longer exist and employees formerly governed by the provisions applying to the former zone II-A shall presently come under the territorial jurisdiction of zone II and shall be paid at the minimum rates paid employees of zone II, and employees formerly governed by the provisions applying to the former zone III-A shall presently come under the territorial jurisdiction of zone III and shall be paid at the minimum rates paid employees of zone III." Moreover, for purposes of concordance, the present decree and its amendments are modified in such a manner that the designations "zone II-A" and "zone III-A" are considered as being annulled

3° That, in section XVIII, the rates of wages applying to zones II-A and III-A be stricken off in such wise that employees governed by the provisions applying to zone II-A will be paid at the minimum rates fixed for employees in zone II, and employees governed by the provisions applying to zone III-A will be paid at the minimum rates fixed for employees in zone III.

4° That the last paragraph of section XVIII, beginning by the words "Special provision", be deleted.

During the thirty days for the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 5, 1945.

9265-o

**Département du Trésor
Assurances**

**Treasury Department
Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT**

Avis est par les présentes donné que la "Rhode Island Insurance Company", enregistrée sous le numéro 462, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1976 qui l'autorise à compter du 7 mars 1945 à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres de réassurance suivants: Incendie; Automobile; Biens mobiliers.

Le siège social de la compagnie est situé à Providence, Rhode Island, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur William Edward Davis Baldwin, 410 rue St-Nicholas Montréal, son agent principal et procureur dans la Province.

Donné, ce 1er jour de mai 1945, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
Le Surintendant des assurances,
9227-18-2-o GEORGES LAFRANCE.

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION**

Notice is hereby given that the "Rhode Island Insurance Company", registered under number 462, has obtained the license and certificate of registration number 1976, authorizing it as from the 7th of March 1945 to undertake in the Province contracts of reinsurance of the following classes: Fire; Automobile; Personal Property.

The head-office of the company is situate at Providence, Rhode Island, United States of America.

The company has appointed Mr. William Edward Davis Baldwin, 410 St. Nicholas Street, Montreal, its principal agent and attorney in the Province.

Given this 1st day of May 1945 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

Voirie

Roads

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Route N° 1.—Montréal-Sherbrooke-Thetford Mines-Québec, via Pont de Québec.

Dans la municipalité du village de Disraéli, comté de Wolfe:

Une longueur de 750 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P-23a et P-23b du rang VII.

Québec, le 26 avril 1945.
Le Ministre de la voirie,
9231-o ANTONIO TALBOT.

NOTICE

The part of road hereinafter designated shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic:

Highway No. 1.—Montreal-Sherbrooke-Thetford Mines-Quebec, via Quebec Bridge.

In the municipality of the village of Disraéli, county of Wolfe:

A length of 750 feet, West of the new highway, on or facing lots Nos. P-23a and P-23b of range VII.

Quebec, April 26th, 1945.
ANTONIO TABLOT,
Minister of Roads.

Sièges sociaux

Head offices

PAUL GUIMOND LIMITED

PAUL GUIMOND LIMITED

Avis est présentement donné que "Paul Guimond Limited", compagnie constituée par Lettres Patentes du Gouvernement de la Province de Québec en date du sept mars mil neuf cent quarante-cinq, ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au N° 5900 de la rue Jeanne Mance à Montréal, susdit.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce quatorzième jour d'avril mil neuf cent quarante-cinq.

La Secrétaire,
9247-o MADELINE HEANEY GUIMOND.

Notice is hereby given that "Paul Guimond Limited", a company incorporated by Letters Patent of the Government of the Province of Quebec, on the seventh of March nineteen hundred and forty-five, and having its head office at Montreal, has established its office at No. 5900 of Jeanne Mance street, City of Montreal aforesaid.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fourteenth day of April, nineteen hundred and forty-five.

MADELINE HEANEY GUIMOND,
Secretary.

Avis est donné que la Compagnie "Shermont Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 janvier 1945 et ayant son

Notice is given that the company "Shermont Inc.", incorporated by letters patent bearing date January 30th, 1945, and having its head

bureau chef à Montréal, a établi son bureau au numéro 663 rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12 février 1945.

Le Secrétaire,
GUY MOREAU.

9248-o

Province de Québec, District de Beauharnois

Dans l'affaire de:

BUILDER'S SUPPLY AND FEEDS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné, en vertu des dispositions de l'article 28 de la Loi des compagnies, que la compagnie "Builder's Supply and Feeds Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 14ième jour de mars 1945, et ayant son siège social en la ville de Huntingdon, dans la province de Québec, a établi son bureau à cet endroit, au numéro civique 1 rue Henderson.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Huntingdon, ce 29ième jour de mars 1945.

BUILDER'S SUPPLY AND FEEDS LIMITED,
Par le Président,
GEO. F. DIXON.

9249

AVIS

Province de Québec, District de Montréal

PENINSULAR OIL CORPORATION LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Peninsular Oil Corporation Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 8 mars 1945, et ayant son siège social en la cité de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau principal dans l'édifice Aldred, au numéro 507 Place d'Armes, Suite 1000, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, le bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la Compagnie.

Daté à Montréal, ce 24ième jour d'avril, 1945.

Le Secrétaire,
HENRI GIROUX.

9250-o

AVIS

Avis est donné que la Compagnie "Mme A. Courval, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du treizième jour de février 1942, et ayant son bureau principal à 45 rue Dorchester, Québec, P. Q., a transporté ce bureau principal au numéro 6550 rue St-Hubert, Montréal, P. Q.

Donné à Québec, ce vingt-cinquième jour du mois d'avril 1945.

Le Secrétaire,
(Signé) M. GODBOUT.

9254-o

Soumissions

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA
VILLE DE MAGOG

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Sou-

office at Montreal, has established its office at number 663 St. James street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th of February, 1945.

GUY MOREAU,
Secretary.

9248

Province of Quebec, District of Beauharnois

In the matter of:

BUILDER'S SUPPLY AND FEEDS LIMITED

Notice is hereby given under the Provisions of Section 28 of the Companies' Act that "Builder's Supply and Feeds Limited", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 14th day of March, 1945, and having its head office in the Town of Huntingdon in the Province of Quebec, has there established its office, at civic number 1 Henderson Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Huntingdon, this 29th day of March, 1945.

BUILDER'S SUPPLY AND FEEDS LIMITED,
Per GEO. F. DIXON,
President.

9249-o

NOTICE

Province of Quebec, District of Montreal

PENINSULAR OIL CORPORATION LIMITED
(No personal liability)

Notice is hereby given that the company "Peninsular Oil Corporation Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on March 8th, 1945, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its head office in the Aldred Building, No. 507 Place d'Armes, Suite 1000, in the said city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 24th day of April, 1945.

HENRI GIROUX,
Secretary.

9250

NOTICE

Notice is given that the company "Mme A. Courval, Inc.", incorporated by letters patent bearing date the thirteenth day of February, 1942, and having its head office at 45 Dorchester street, Québec, P. Q., has moved the said head office to No. 6550 St-Hubert street, Montreal, P. Q.

Given at Québec, this twenty-fifth day of the month of April, 1945.

(Signed) M. GODBOUT,
Secretary.

9254

Tenders

CATHOLIC SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN
OF MAGOG

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will

mission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m. le 21 mai 1945 pour l'achat d'une émission d'obligations du Bureau des Commissaires des Écoles catholiques de la ville de Magog, datée du 1er avril 1945 au montant de \$175,000.00 portant intérêt au taux de 3% pour les dix premières échéances et de 3¼% l'an pour les quinze autres échéances, remboursable par série aux dates et jusqu'à concurrence des montants ci-après:

be received by the undersigned up to eight o'clock p.m. the 21st of May, 1945, for the purchase of an issue of bonds of the Board of Catholic School Commissioners for the town of Magog, dated the 1st of April, 1945 for \$175,000 bearing interest at the rate of 3% for those maturing the first ten years and 3¼% per annum for the other fifteen, redeemable serially on the following dates and in the following amounts:

1946 1er avril	\$6,000.00
1947 " "	6,000.00
1948 " "	6,000.00
1949 " "	6,000.00
1950 " "	6,000.00
1951 " "	6,500.00
1952 " "	6,500.00
1953 " "	6,500.00
1954 " "	7,000.00
1955 " "	7,000.00
1956 " "	1,500.00
1957 " "	1,500.00
1958 " "	1,500.00
1959 " "	1,500.00
1960 " "	7,500.00
1961 " "	7,500.00
1962 " "	7,500.00
1963 " "	8,000.00
1964 " "	8,500.00
1965 " "	9,000.00
1966 " "	9,500.00
1967 " "	9,500.00
1968 " "	10,500.00
1969 " "	13,000.00
1970 " "	15,000.00

1946 April 1st	\$ 6,000.00
1947 " "	6,000.00
1948 " "	6,000.00
1949 " "	6,000.00
1950 " "	6,000.00
1951 " "	6,500.00
1952 " "	6,500.00
1953 " "	6,500.00
1954 " "	7,000.00
1955 " "	7,000.00
1956 " "	1,500.00
1957 " "	1,500.00
1958 " "	1,500.00
1959 " "	1,500.00
1960 " "	7,500.00
1961 " "	7,500.00
1962 " "	7,500.00
1963 " "	8,000.00
1964 " "	8,500.00
1965 " "	9,000.00
1966 " "	9,500.00
1967 " "	9,500.00
1968 " "	10,500.00
1969 " "	13,000.00
1970 " "	15,000.00

Intérêts semi-annuels payables les premiers avril et octobre de chaque année. Capital et intérêts payables à la Banque Canadienne de Commerce à Magog, Québec et Montréal.

Droit de rachat par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt sur avis de pas moins de trente jours et de pas plus de soixante jours publié dans la Gazette officielle de Québec.

Objet de l'émission: Construction et aménagement d'ailes à deux écoles et réparations majeures dans une autre école.

Chaque soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission et elle devra être accompagnée d'un chèque certifié égal à 1% du montant de l'émission.

Le Bureau des Commissaires se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les dites soumissions seront ouvertes à une assemblée spéciale du Bureau des Commissaires, le 21 mai (1945) à 8 heures p.m.

Donné à Magog ce 2 mai mil neuf cent quarante-cinq.

Le Secrétaire-trésorier
OLIVIER TOURIGNY.

Case postale 560,
68, rue Main Magog, P. Q. 9258-0

CITÉ DE LACHINE
Près Montréal

EMPRUNT \$117,000.00

"Demande de soumission"

AVIS est par les présentes donné, que le Conseil de la Cité de Lachine recevra d'hui au 21^{ème} jour de mai 1945, à midi, au bureau du trésorier de

Semi annual interest payable the first of April and October of each year. Capital and interest payable at the Canadian Bank of Commerce at Magog, Quebec and Montreal.

Right of redemption by anticipation, at par, on any date of payment of interest upon notice of not less than thirty days and not more than sixty published in the Quebec Official Gazette.

Object of the issue: Building and equipping wings for two schools and major repairs in another school.

Each tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender and each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue.

The Board of Commissioners does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

The said tenders will be opened at a special meeting of the Board of Commissioners, to be held on the 21st of May, 1945, at eight (8) o'clock p.m.

Given at Magog, this 2nd day of May, one thousand nine hundred and forty-five

OLIVIER TOURIGNY
Secretary Treasurer.

Postal Box 560
68 Main street, Magog, P. Q. 9258

CITY OF LACHINE
Near Montreal

LOAN \$117,000.00

"Application for Tender"

NOTICE is hereby given that the Council of the city of Lachine will receive, from this to the 21st day of May, 1945, at twelve o'clock (noon)

la Cité, à l'Hôtel de Ville de la Cité de Lachine, des soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumission pour Obligations de la Cité de Lachine" pour l'achat de \$117,000. d'obligations émises en vertu des règlements Nos 849, 853, 856, 861 et 854, remboursables par une série de paiements annuels au cours de la période de 20 ans de leur date.

Les obligations au montant total de \$117,000.00 porteront intérêt au taux de 3% par an.

Les règlements Nos 849, 853, 856 et 861 pourvoient à des emprunts au montant total de \$101,600.00, pour des travaux de pavage sur la 52ième avenue, sur la 41ième avenue, sur la 43e avenue et sur la 11e avenue.

Le règlement N° 854 pourvoit à un emprunt au montant de \$15,400.00, pour des travaux de trottoirs, d'aqueduc et d'égouts sur la 41ième Avenue.

Le capital et les intérêts dudit emprunt seront payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale en la Cité de Montréal, Canada. Ces obligations seront émises par coupures de \$100, \$200, \$500 et \$1,000 au gré de l'acheteur.

Les soumissions seront prises en considération à la séance du Conseil le 21ième jour de mai, 1945, à 8.00 heures du soir ou aussitôt après que le Conseil pourra le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada, à l'ordre de la Cité de Lachine, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission.

Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Ces obligations comporteront une clause de rachat au pair par anticipation au gré de la cité, à toute date d'échéance d'intérêt en donnant les avis requis dans la *Gazette officielle de Québec* et en suivant la procédure ordinaire dans ce cas.

La Cité de Lachine se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre ou de l'accepter et toute acceptation sera sujette à ratification par l'Honorable Ministre des Affaires Municipales et par la Commission Métropolitaine de Montréal.

Tous les règlements sus-mentionnés ont été approuvés par la Commission Métropolitaine de Montréal et par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Tous les autres détails de cette émission, y compris le tableau des échéances annuelles, pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Donné à Lachine, ce 3 mai mil neuf cent quarante-cinq.

Le Trésorier de la Cité de Lachine,
Cité de Lachine, RENE LABERGE.
Hôtel de Ville,
Téléphone: WALnut 5638.

9268-o

at the city hall of the city of Lachine, written tenders, sealed and endorsed "Tender for Bonds" of the City of Lachine", for the purchase of \$117,000 of bonds, issued in virtue of by-laws Nos. 849, 853, 856, 861 and 854 redeemable serially in annual payments over a period of 20 years from their date.

The bonds, for a total amount of \$117,000 shall bear interest at the rate of 3% per annum.

By-laws Nos. 849, 853, 856 and 861 provide for loans for a total amount of \$101,600 for paving work on 52nd Avenue, on 41st Avenue, on 43rd Avenue and on 11th Avenue.

By-law No 854 provides for a loan for an amount of \$15,400 for sidewalks, waterworks and sewerage on 41st Avenue.

Capital and interest on the said loan will be payable at the head office of the Banque Canadienne Nationale, in the city of Montreal, Canada. Said bonds will be issued in denominations of \$100, \$200, \$500 and \$1,000 at the option of the purchaser.

The tenders will be taken into consideration at a meeting of the Council on the 21st day of May, 1945, at 8.00 o'clock in the evening or as soon after that as the Council may do so.

Each tender must be accompanied by a duly accepted cheque on a chartered bank of Canada, to the order of the City of Lachine, for an amount equal to 1% of the par value of the issue.

The cheque of the tenderer whose offer shall be accepted will be remitted to him, without interest, after the carrying out of his contract.

The outstanding interest on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

The said bonds shall include a clause of redemption at par by anticipation, at the option of the city, at any date of payment of interest by giving the required notices in the *Quebec Official Gazette* and following the procedure usually followed in such cases.

The city of Lachine reserves the right of rejecting or accepting any or all offers and any acceptance will be subject to ratification by the Honourable the Minister of Municipal Affairs and by the Metropolitan Commission of Montreal.

All the above-mentioned by-laws have been approved by the Metropolitan Commission of Montreal and by the Lieutenant-Governor in Council.

Any other details of said issue, including the table of annual payments, may be obtained by applying to the undersigned.

Given at Lachine, this 3rd of May, nineteen hundred and forty-five.

RENÉ LABERGE,
Treasurer of the City of Lachine.
City of Lachine,
City Hall,
Téléphone: WALnut 5638.

9268

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 233883. Raphaël Papineau, demandeur vs Anatole Papineau, défendeur.

Sale by Licitiation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 233883. Raphaël Papineau, plaintiff, vs Anatole Papineau, defendant.

LICITATION

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 1er mai 1945, dans une cause dans laquelle Raphaël Papineau, employé civil des cité et district de Montréal, est demandeur et Anatole Papineau, du même endroit, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit savoir:

"Un emplacement situé dans le quartier St-Henri de la Cité de Montréal ayant front sur la rue Workman, au coin de la rue Bourget, contenant trente-six pieds de front sur quatre-vingt dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec les maisons et autres dépendances dessus construites. Le dit emplacement composé:

a) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf cent cinquante et un (951) sur le plan et livre de renvoi officiels de la Muniçiplité de la Paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, contenant trente pieds de largeur sur la rue Workman, par quatre-vingt dix pieds de profondeur.

b) D'une lisière de terre contiguë au lot ci-dessus mentionné, contenant six pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, faisant la partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf cent cinquante-deux (952) sur le plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la Paroisse de Montréal bornée en front, par ladite rue Workman, en profondeur par le lot numéro neuf cent cinquante neuf sur le dit plan, d'un côté au sud-ouest, par le dit lot numéro neuf cent cinquante et un sur le dit plan, et de l'autre côté, au nord-est par le résidu du dit lot numéro neuf cent cinquante deux sur le même plan.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SIXIEME jour de JUIN prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler à fin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrit, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 1er mai 1945.

Les Procureurs du demandeur,

ASSELIN, CRANKSHAW, GINGRAS & TRUDEL.
9232-18-2-o

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 1st of May, 1945, in a case wherein Raphaël Papineau, civil employee, of the City and District of Montreal, is plaintiff and Anatole Papineau, of the same place, is defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

"An emplacement situate in St-Henry Ward of the city of Montreal, fronting on Workman street, at the corner of Bourget street, measuring thirty-six feet in front by ninety feet in depth, the whole English measure and more or less, with the houses and other dependencies thereon erected. The said emplacement being composed of:

a) The lot of land known and designated under number nine hundred and fifty-one (951) on the official plan and in the book or reference of the Municipality of the Parish of Montreal, in the county of Hochelaga, measuring thirty feet in width on Workman street, by ninety feet in depth.

b) A strip of land contiguous to the lot above mentioned, measuring six feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less, forming the Southwest part of the lot of land known and designated under number nine hundred and fifty-two (952) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, bounded in front by said Workman street, in depth by lot number nine hundred and fifty-nine on the said plan, on one side to the Southwest, by said lot number nine hundred and fifty-one on said plan, and on the other side, to the Northeast, by the residue of said lot number nine hundred and fifty-two on the same plan.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTH day of JUNE next, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of the City of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary on the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, May 1st, 1945.

ASSELIN, CRANKSHAW, GINGRAS & TRUDEL,
Attorneys for plaintiff.
9232-18-2

VENTES PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi

N° 6593 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC.,
d'Amos, versus JOHN RICE, de Normetal,
à savoir:

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court — District of Abitibi

No. 6593 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC.,
of Amos; versus JOHN RICE, of Normetal,
to wit:

Comme appartenant au défendeur les droits sur le lot de terre numéro soixante et un (61) du rang sept (7) du cadastre officiel pour le canton Desmeloizes, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Normetal, MARDI le QUINZE MAI 1945, à ONZE heures du matin.

Cabinet du Shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 9 avril 1945. 9033-15-2-o

Cour Supérieure — District d'Abitibi

N° 5616 { PATRICK TROTTIER, marchand de Normetal, versus WELLIE RICE, du même lieu, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits sur le lot de terre numéro soixante (60) du rang sept (7) du cadastre officiel pour le canton Desmeloizes, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Normetal, MARDI le QUINZE MAI 1945, à ONZE heures et quart du matin.

Cabinet du Shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 9 avril 1945. 9034-15-2-o

Cour supérieure — District d'Abitibi

N° 6828 { JOSEPHAT-P. BASTIEN, de Rouyn versus FRANÇOIS MORNEAU, de Macamic, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits sur les lots de terre numéros huit-A (8-A), huit-B (8-B), neuf-A (9-A) et neuf-B (9-B) du rang (7) du cadastre officiel pour le canton de Royal-Roussillon, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Macamic, MARDI le CINQ JUIN 1945, à DIX heures du matin.

Cabinet du Shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 2 mai 1945. 9259-18-2-o
[Première insertion, 5 mai 1945]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris.
Cour Supérieure.— District de Beauce.

N° 17580 { DAME SARA DOYON, épouse séparée de biens de Philippe Gilbert, de Sherbrooke, demanderesse; vs LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE SAINT-LOUIS DE GONZAGUE, Corps incorporé ayant son principal bureau d'affaires à Saint-Louis de Gonzague, défendresse:

"Une ligne de téléphone ayant environ sept mille de longueur dans la paroisse de St-Louis de Gonzague et connectant avec le téléphone Rural de Ste-Rose."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, Dorchester, le CINQUIEME jour de JUIN 1945, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, J.-P. GIGUERE.
St-Joseph-de-Beauce, le 1 mai 1945. 9233-18-2-o
[Première insertion, le 5 mai 1945]

KAMOURASKA

Cour de Magistrat — District de Kamouraska
N° 12060 { L.-P. OUELLET, commerçant, de Notre-Dame du Lac, de-

As belonging to the defendant, the rights on the lot of land number sixty-one (61) of range seven (7) of the official cadastre for the township Desmeloizes with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Normetal, on TUESDAY the FIFTEENTH of MAY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT, Sheriff.
Amos, April 9, 1945. 9033-15-2

Superior Court — District of Abitibi

No. 5616 { PATRICK TROTTIER, merchant of Normetal, versus WELLIE RICE, of the same place, to wit:

As belonging to the defendant, the rights on the lot of land number sixty (60) of range seven (7) of the official cadastre for the township Desmeloizes, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Normetal, on TUESDAY the FIFTEENTH of MAY, 1945, at a QUARTER PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT, Sheriff.
Amos, April 9, 1945. 9034-15-2

Superior Court — District of Abitibi

No. 6828 { JOSEPHAT P. BASTIEN, of Rouyn versus FRANÇOIS MORNEAU, of Macamic, to wit:

As belonging to the defendant, the rights on lots of land numbers eight-A (8-A), eight-B (8-B), nine-A (9-A) and nine-B (9-B) of range seven (7) on the official cadastre for the township of Royal-Roussillon with buildings thereon erected, circumstances and dependencies will be sold at the parochial church door of Macamic, on TUESDAY, the FIFTH of JUNE, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT, Sheriff.
Amos, May 2nd, 1945. 9259-18-2
[First insertion, May 5th, 1945]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris.
Superior Court.— District of Beauce.

No. 17580 { DAME SARA DOYON, wife separate as to property of Philippe Gilbert, of Sherbrooke, plaintiff; vs LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE SAINT-LOUIS DE GONZAGUE, a body politic and corporate, having its head business office at Saint-Louis de Gonzague, defendant.

"A telephone line measuring about seven thousand feet in length, in the parish of St-Louis de Gonzague, and connecting with the rural telephone of Ste-Rose."

To be sold at the church door of the parish of St-Louis de Gonzague, Dorchester, on the FIFTH day of JUNE, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J.-P. GIGUERE, Sheriff.
St-Joseph-de-Beauce, May 1st, 1945. 9233-18-2
[First insertion, May 5th, 1945]

KAMOURASKA

Magistrate's Court — District of Kamouraska
No. 12060 { L.-P. OUELLET, merchant, of Notre-Dame du Lac, plain-

mandeur, vs JOSEPH BERGERON, de St-Jean de la Lande, défendeur.

Un lot de terre situé dans le canton Robinson portant le numéro deuxB (2B), rang X, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu MARDI, le QUINZIEME jour de MAI 1945, à UNE HEURE ET TRENTE de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean de la Lande.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 10 avril 1945. 9042-15-2-0
[Première insertion, 14 avril 1945]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC; No 119/44 } contre CORTLAND FAGES, militaire, de la cité de Québec, CYRILLE F. FAGES, militaire, autrefois de la cité de Québec, et actuellement dans l'armée canadienne en Angleterre, et MARGUERITE FAGES, épouse séparée de biens de G. B. JONES, médecin, tous deux de Londres, Angleterre, et le dit G. B. JONES, mis-en-cause pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

1° Partie du lot N° 2341-A-58 (deux mille trois cent quarante-et-un-A-cinquante huit— du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement borné au nord-est par le lot N° 2301-546, au sud-est par la cime du Côteau Ste-Geneviève, au sud-ouest par le lot N° 2341-A-57 et au nord-ouest par la partie du dit lot N° 2341-A-58 qui a été acquise par la Cité de Québec pour le raccordement de la rue Arago; mesurant 60 pieds de largeur par une profondeur irrégulière et contenant en superficie environ 8575 pieds, mesure anglaise, le tout sans garantie de mesure précise, circonstances et dépendances.

2° Les subdivisions Nos 5 et 8 (cinq et huit) du lot N° 2341-B (deux mille trois cent quarante-et-un-B) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés dans le dite paroisse, circonstances et dépendances.

3° Les subdivisions Nos 37 (trente-sept), 38 (trente-huit), 41 (quarante-et-un), 42 (quarante-deux), 45 (quarante-cinq), 46 (quarante-six), 80 (quatre-vingt), 81 (quatre-vingt-un), 118 (cent dix-huit), 119 (cent-dix-neuf), 124 (cent-vingt-quatre), 125 (cent vingt-cinq), 150 (cent cinquante), 1/2 sud de 151 (demi sud de cent cinquante-et-un), 229 (deux cent vingt-neuf), 230 (deux cent trente), 233 (deux cent trente-trois) et 234 (deux cent trente-quatre) du lot N° 2341-C (deux mille trois cent quarante-et-un-C) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

La dite vente en justice est faite sujette à toutes les taxes municipales et scolaires consolidées suivant la loi et qui continueront de grever les dits immeubles en faveur de la Cité de Québec.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 18 avril 1945. 9121-16-2-0
[Première insertion, 21 avril 1945]
[Seconde insertion, 5 mai 1945]

tiff; vs JOSEPH BERGERON, of St-Jean de la Lande, defendant.

A lot of land situate in the township Robinson, bearing number twoB (2B) range X, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on TUESDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1945, at ONE THIRTY o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of St-Jean de la Lande.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, April 10th, 1945. 9042-15-2
[First insertion, April 14th, 1945]

QUÉBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC; No. 119/44 } against CORTLAND FAGES, military man, of the city of Quebec, CYRILLE F. FAGES, military man, heretofore of Quebec, and actually with the Canadian Army in England, and MARGUERITE FAGES, wife separate as to property of G. B. JONES, physician, both of London, England, and the said G. B. JONES, mis-en-cause to authorize and assist his said wife, to wit:

1. Part of lot No. 2341-A-58 (two thousand three hundred and forty-one-A-fifty-eight) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement bounded on the North-east by lot No. 2301-546, on the South-east by the summit of Ste-Geneviève Hill (Côteau Ste-Geneviève), on the Southwest by lot No. 2341-A-57 and on the Northwest by the part of said lot No. 2341-A-58 acquired by the City of Quebec for the joining of Arago street; measuring 60 feet in width by an irregular depth and containing a superficial area of about 8575 feet, English measure, the whole without warranty of exact measurement, circumstances and dependencies.

2. Subdivisions Nos 5 and 8 (five and eight) of lot No. 2341-B (two thousand three hundred and forty-one-B) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being emplacements situate in the said parish, circumstances and dependencies.

3. Subdivisions Nos. 37 (thirty-seven), thirty-eight (thirty-eight), 41 (forty-one), 42 (forty-two), 45 (forty-five), 46 (forty-six), 80 (eighty), 81 (eighty-one), 118 (one hundred and eighteen), 119 (one hundred and nineteen), 124 (one hundred and twenty-four), 125 (one hundred and twenty-five), 150 (one hundred and fifty), South 1/2 of 151 (South half of one hundred and fifty-one), 229 (two hundred and twenty-nine), 230 (two hundred and thirty), 233 (two hundred and thirty-three) and 234 (two hundred and thirty-four) of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty-one-C) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being emplacements situate in the said parish, circumstances and dependencies.

The said sale "en justice" is made subject to all consolidated municipal and school taxes according to law and which shall continue to encumber the said immovables in favour of the City of Quebec.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office,
Quebec, April 18th, 1945. 9121-16-2
[First insertion April 21, 1945]
[Second insertion May 5, 1945]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Ouellet vs Boivin 980

ARRETÉS EN CONSEIL:

1479 — Concernant la prolongation, jusqu'au 1er août 1945, des règlements temporaires de la Commission du service civil de la province de Québec 981

1541 — Métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption 986

1542 — Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec 981

1543 — Débardeurs du port de Québec (Navigation océanique) 985

1544 — Métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal 986

1545 — Industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal 985

1546 — Employés du Service de la protection contre les incendies de la cité de Sherbrooke 987

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Eastern Townships Winter Roads Association (Directeurs) 991

Eastern Townships Winter Roads Association (Règlements) 990

L'Association des Employés de la Montreal Locomotive Work Inc. (Formation) 990

Le Syndicat des Employés de la Cité de Hull (Formation) 990

Mme A. Courval, Inc. (Règlement) 990

CHARTES — ABANDON DE:

Chemists Club of Montreal 991

Combustible Continental Limitée — Continental Fuels Limited 991

Contoure Canada Limited 991

Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd. 991

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Parke, Davis & Company, Ltd 992

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Meunerie Coopérative de La Baie 992

Société Coopérative Agricole de Framp-ton 992

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Belle Anse, munic. scolaire protestante .. 993

Forestville, munic. scolaire de la ville... 993

Lac-du-Cerf, munic. scolaire 993

Leeds-Est, munic. scolaire 993

TRAVAIL:

Aluminum Company of Canada, Limited et le Syndicat National Catholique de l'industrie de l'Aluminium d'Arvida (Erratum) 993

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Ouellet vs Boivin 980

ORDERS IN COUNCIL:

1479 — Concerning the prolongation, until August 1st, 1945, of the temporary by-laws of the Civil Service Commission of the Province of Quebec 981

1541 — Building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption 986

1542 — Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec 981

1543 — Longshoremen of the Harbour of Quebec (Ocean navigation) 985

1544 — Printing trades in the Island of Montreal 986

1545 — Ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal 985

1546 — Employees of the Fire Prevention Department of the City of Sherbrooke. 987

967 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 967

MISCELLANEOUS NOTICES:

Eastern Townships Winter Roads Association (Directeurs) 991

Eastern Township Winter Roads Association (By-laws) 990

L'Association des Employés de la Montreal Locomotive Work Inc. (Formation) 990

Le Syndicat des Employés de la Cité de Hull (Formation) 990

Mme A. Courval, Inc. (By-law) 990

✓ CHARTERS — SURRENDER OF:

✓ Chemists Club of Montreal 991

✓ Combustible Continental Limitée — Combustible Continental Fuels Limited 991

✓ Contoure Canada Limited 991

✓ Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd. 991

✓ COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

✓ Parke, Davis & Company, Ltd 992

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Meunerie Coopérative de La Baie 992

Société Coopérative Agricole de Framp-ton 992

EDUCATION:

Belle Anse, protestant school munic. 993

Forestville, school munic. of the town... 993

Lac-du-Cerf, school munic. 993

Leeds-Est, school munic. 993

LABOUR:

Aluminum Company of Canada, Limited and Le Syndicat National Catholique de l'industrie de l'Aluminium d'Arvida (Erratum) 993

Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Prélèvement) . . .	995
Comité conjoint des matériaux de construction (Prolongation de prélèvement) . . .	995
Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull (Prélèvement) . . .	997
Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec (Prélèvement) . . .	998
Comité paritaire de l'alimentation en gros de Québec (Prélèvement) . . .	1002
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et district (Modification) . . .	1004
Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district (Prélèvement) . . .	1001
Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec (Modification de règlements) . . .	995
Commission conjointe pour l'industrie de la robe de la province de Québec (Approbation de règlements) . . .	994
Métiers de barbier et coiffeur du district des Trois-Rivières (Modification) . . .	1000

Joint committee of the construction industry of Quebec (Levy) . . .	995
Building materials joint committee (Extension of levy) . . .	995
Parity committee of the building trades of Hull (Levy) . . .	997
Parity committee of the tavern keepers of Quebec (Levy) . . .	998
Quebec wholesale food trade parity committee (Levy) . . .	1002
Printing industry parity committee for Montreal and District (Modification) . . .	1004
Joint committee of the retail fur trade of District (Levy) . . .	1001
Retail food trade parity committee of Quebec (Amendment of by-laws) . . .	995
Joint commission for the dress industry of the Province of Quebec (Approval of by-laws) . . .	994
Barber and hairdresser trades in the district of Trois-Rivières (Amendment) . . .	1000

TRÉSOR:

ASSURANCES:

Rhode Island Insurance Company . . .	1005
--------------------------------------	------

VOIRIE:

Disraéli, village de . . .	1005
----------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Acme Chesterfield Inc.	968
Allen Furs Inc.	969
American Merchandise Distributors Co. Inc.	969
Associated Investment Corporation . . .	970
Barney Adler and Sons Incorporated . . .	970
Builder's Supply and Feeds Limited . . .	978
Century Realities Ltd	971
Compagnie de Pétrole et Gaz Naturel du Saguenay Ltée — Saguenay Oil and Natural Gas Company Ltd.	971
Credit Arcade (Quebec) Limited	972
Gracia Brassière Ltée	972
H. Mallouk & Co. Ltd	973
Jay Flex Limited	973
Le Garage Témiscouata Inc.	974
Masonry Construction Co.	974
Paul Guimond Limited	978
Peninsular Oil Corporation Limited . . .	977
Pyramid Metals Incorporated	974
Royce Shoe Co. Ltd	975
Sadler Bros. Incorporated	975
Shermont Inc.	977
Taxis Laurier Limitée	976
Torchin Dress Co. Inc.	976

TREASURY:

INSURANCE:

Rhode Island Insurance Company	1005
--	------

ROADS:

Disraéli, village of	1005
--------------------------------	------



LETTERS PATENT:

Acme Chesterfield Inc.	968
Allen Furs Inc.	969
American Merchandise Distributors Co. Inc.	969
Associated Investment Corporation . . .	970
Barney Adler and Sons Incorporated . . .	970
Builder's Supply and Feeds Limited . . .	978
Century Realities Ltd	971
Saguenay Oil and Natural Gas Company Ltd — Compagnie de Pétrole et Gaz Naturel du Saguenay Ltée	971
Credit Arcade (Quebec) Limited	972
Gracia Brassière Ltée	972
H. Mallouk & Co. Ltd	973
Jay Flex Limited	973
Le Garage Témiscouata Inc.	974
Masonry Construction Co.	974
Paul Guimond Limited	978
Peninsular Oil Corporation Limited . . .	977
Pyramid Metals Incorporated	974
Royce Shoe Co. Ltd	975
Sadler Bros. Incorporated	975
Shermont Inc.	977
Taxis Laurier Limitée	976
Torchin Dress Co. Inc.	976

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Auto-Plane Co. Inc.	979
Dominion Transport Company, Limited . .	980
Gaudiose Brousseau & Fils Limitée . . .	979
Grand Slipper Inc.	979
J.-S. Giroux (Limitée) — J. S. Giroux Limited	980
Prodexco International Inc.	980



SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Auto-Plane Co. Inc.	979
Dominion Transport Company, Limited . .	980
Gaudiose Brousseau & Fils Limitée . . .	979
Grand Slipper Inc.	979
J.-S. Giroux Limited — J. S. Giroux (Limitée)	980
Prodexco International Inc.	980

SIÈGES SOCIAUX:

Builder's Supply and Feeds Limited . . .	1006
Mme A. Courval, Inc.	1006
Paul Guimond Limited	1005



HEAD OFFICES:

Builder's Supply and Feeds Limited . . .	1006
Mme A. Courval, Inc.	1006
Paul Guimond Limited	1005

Peninsular Oil Corporation Limited	1006	Peninsular Oil Corporation Limited	1006
Shermont Inc.	1005	Shermont Inc.	1005

SOUMISSIONS:

Lachine, cité de	1007
Magog munic. scolaire catholique de la ville de	1006

VENTE PAR LICITATION:

Papineau vs Papineau	1008
--------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. vs Rice	1009
Trottier vs Rice	1010
Bastien vs Morneau	1010

BEAUCE:

Doyon vs La Compagnie de Téléphone de Saint-Louis de Gonzague	1000
--	------

KAMOURASKA:

Ouellet vs Bergeron	858
-------------------------------	-----

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Fages et al.	1011
--	------

9269

TENDERS:

Lachine, city of	1007
Magog, Catholic School Munnc. of the Town of	1006

SALE BY LICITATION:

Papineau vs Papineau	1008
--------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. vs Rice	1009
Trottier vs Rice	1010
Bastien vs Morneau	1010

BEAUCE:

Doyon vs La Compagnie de Téléphone de Saint-Louis de Gonzague	1000
--	------

KAMOURASKA:

Ouellet vs Bergeron	1010
-------------------------------	------

QUÉBEC:

City of Quebec vs Fages et al.	1011
--	------

9269